l'unité

M 2805 - N° 359 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 23-29 novembre 1979

Il était une fois la majorité

Airbus : un problème de natalité

Dollar : la main passe



Pascal Lebrun

Alsthom : Belfort se bat pour son poumon

La censure et la cassure

PAR CLAUDE ESTIER

LA France a donc désormais un gouvernement minoritaire. En dépit de sa récente remontée dans les sondages, Raymond Barre n'a toujours pas les faveurs d'une majorité de Français. A l'Assemblée nationale, il ne peut plus s'appuyer que sur le quart des députés. La Constitution de la Ve République permet certes que le budget, acte essentiel de la vie nationale, soit adopté sans avoir été voté. La situation est cependant assez nouvelle et lourde de conséquences dans un régime dont on nous expliquait naguère qu'il reposait d'abord sur le fait majoritaire.

Sans doute le Premier ministre n'éprouvait-il mardi, au Palais-Bourbon, aucune inquiétude. Il savait que le R.p.r. ne franchirait pas encore le Rubicon des motions de censure et que celles-ci, en dépit de l'addition des voix de gauche qui s'est faite dans chaque cas, n'avaient aucune chance de recueillir une majorité de suffrages. Il n'empêche que la situation ainsi créée, le ton de l'intervention de Michel Debré, la violence de la réponse que lui a faite Raymond Barre, les propos tenus dans les couloirs par de nombreux députés R.p.r. qui se forçaient visiblement pour ne pas voter la censure (ce que fit pourtant l'un d'entre eux) confirment que la cassure entre les deux formations de la majorité de mars 1978 est désormais profonde même s'il convient de ne pas oublier que les intérêts communs aux différentes fractions de la droite maintiennent entre elles des solidarités qui, la procédure aidant, jouent en faveur du pouvoir en place.

Il est donc absurde de penser que celui-ci est à la veille de s'écrouler de lui-même et encore davantage d'imputer une telle analyse aux socialistes. Ceux-ci savent bien que les changements attendus par la majorité des Français ne s'obtiendront que par la lutte et non dans le cadre d'un prétendu « consensus » ou d'un faux dialogue dont François Mitterrand soulignait mardi que, de la part du président de la République, il témoigne d'une confusion entre l'exercice de sa charge et le lancement de sa campagne électorale. Le récent voyage présidentiel dans le Sud-Ouest est exemplaire à cet égard mais aussi l'action cohérente et vigoureuse menée à cette occasion par les élus et

(Suite en page 2)



Vous voulez que la presse du Parti vive...

Bulletin d'abonnement à retourner

l'unité

41, boulevard de Magenta
75010 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- abonnement d'un an (180 F) ◯
- abonnement de six mois (110 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Date Signature

Nos lecteurs ont la parole

MAINTIEN EN ETAT

« L'Unité » n° 356 donne des extraits du « Projet ». Page 10, 4e colonne, § B - le désarmement... 3e alinéa « La seule voie praticable reste donc celle du maintien en état... d'une force de dissuasion... »

Il me semble que cette phrase peut s'interpréter de plusieurs façons et que pour l'éviter, il faudrait préciser plus.

On parle de maintenir en état une voiture (par graissage, réparations, etc.). Cela va de soi que la force de dissuasion doit être maintenue en état... de fonctionner. Cela va tellement de soi que ce n'est sans doute pas ce qu'il faut comprendre, alors quoi ? Il faut lire « maintien en l'état ? » Ce qui voudrait dire que l'on cesse l'augmentation de la force de dissuasion ? Que l'on renonce au 6e sous-marin nucléaire, aux études sur la bombe à neutrons, etc. ? Cela me donnerait satisfaction. Mais est-ce cela qu'il faut entendre ? Là aussi il faudrait le préciser.

Peut-être que le texte « complet » du Projet précise mieux ce qu'il faut comprendre pour cette phrase ? Sinon je crois qu'il faudrait l'expliciter mieux, afin qu'il n'y ait pas de malentendus.

(M. FATOUX,
37300 Joué-les-Tours)

Le texte complet du Projet (page 91 du « Poing et la Rose ») dit bien « maintien en état ».

« L'HUMANITE » EN MARCHE ARRIERE

A lire les protestations de « l'Humanité » après l'éditorial de « l'Unité » dans lequel Claude Estier critiquait à juste titre l'attitude des dirigeants du P.c. vis-à-vis de l'affaire Boulin, on est d'abord tenté de parodier Marchais en s'écriant : « C'est un scandale ! » Puis on se dit qu'après tout il ne faut pas s'étonner de voir Fiterman s'enliser dans les contradictions d'une ligne politique insoutenable, et mettre plus d'ardeur à pourfendre la presse socialiste qu'il n'en a mis à dénoncer les scandales giscardo-gaullistes : c'est logique. Et enfin on est bien triste de voir se profiler, au-delà de ces aboiements, un efficace renfort pour aider Giscard à sauver les meubles.

« Délire anticommuniste », dit Fiterman ; les dirigeants communistes, eux, ne délirent pas : ils radotent. Le « coup de l'anticommunisme », délirant ou pas, cela fait cinquante-neuf ans qu'on le répète. Certes, la sagesse populaire veut que la meilleure soupe se fasse dans les plus vieilles marmites. Mais quelle soupe nous mijote-t-on place du Colonel-Fabien ? Ce n'est guère appétissant. On nous sert du réchauffé.

A l'heure actuelle, la question n'est pas de savoir qui est anticommuniste, mais bien de savoir qui ne l'est pas. Combien de militants communistes ont-ils eu des réflexes anticommunistes en découvrant avec stupeur que leurs dirigeants montraient tant de compréhension pour l'ennemi de classe ? Dans ces conditions, il faut vraiment avoir la foi pour gober encore une fois les indignations de Fiterman. A force de dénoncer l'« anticommunisme primaire », la direction du P.c. a fabriqué un « communisme primaire ». Si les militants communistes qui critiquent le XXIIIe Congrès sont des « opportunistes », que sont ces dirigeants qui font semblant de ne pas voir le côté poubelle du pouvoir giscardien, et emboîtent le pas à la majorité pour gifler la presse libre ?

C'est sordide et, comme le disait Estier, déshonorant. Et les socialistes ont le devoir de le dire, sans complexe. Leur voix sera entendue par bien des camarades unis par les luttes passées et présentes, et écœurés par le spectacle d'un P.c. essayant de se refaire une santé sur le cadavre de l'union de la gauche. La « ligne Marchais », c'est la ligne de plus grande pente : ceux qui la suivent sont tombés bien bas.

Espèrent-ils que Giscard leur « renvoie l'ascenseur » ?

(J. GAILLARD
68360 - Soultz)

Le P.C. ET LA LIBERTE D'« EXPULSION » A ROUEN

Se battre pour améliorer la loi sur les I.v.g., défendre le droit de la femme à disposer de son corps entraîne-t-il la femme à recevoir des coups et des injures ?

A la suite de la marche des femmes du octobre, un article est paru dans « l'Humanité » le 8 octobre où cette manifestation apparaissait comme un échec (rappelons que 50 000 femmes environ y participaient).

Onze femmes de la région rouennaise qui avaient participé à la marche, trouvant cette relation des faits par trop éloignée de la réalité, ont demandé un entretien à Roland Leroy. Rendez-vous fut pris pour le 19 octobre à 18 heures au siège du P.c. à Rouen.

A 19 h Roland Leroy arrive, signalant qu'il n'a pas l'intention de tenir un meeting et il décide de n'en recevoir qu'une. Elles sont venues à onze ; elles veulent être reçues à onze.

19 h 30 les membres du service d'ordre du P.c. entrent en action et ces onze femmes sont expulsées du siège du P.c., traînées au-dehors avec violence sous des propos orduriers. Une d'elles sera d'ailleurs blessée sérieusement (épaule démise et décollement de la plèvre).

(Elyane ARNAUD -
Militante P.s.
Seine-Maritime)

SUITE DE LA PAGE 1

les militants socialistes, au premier rang, dans les rues de Toulouse, de la plus puissante manifestation que la ville ait connue depuis 1968.

L'affaiblissement du Pouvoir, dû à la fois aux échecs de sa politique économique et sociale, aux affaires douteuses auxquelles se trouvent mêlés quelques-uns de ses représentants les plus notoires et, maintenant, au fossé qui se creuse entre les formations qui le soutiennent, ne nous incite nullement à nous croiser les bras mais au contraire à redoubler d'efforts pour tracer de nouvelles perspectives.

On entend aussitôt l'objection : la majorité est divisée mais l'opposition l'est tout autant, ce qui lui ôte toute chance de l'emporter. Sans aucun doute, l'obstination de la direction du Parti communiste à considérer le P.s. comme son adversaire prioritaire constitue-t-elle aujourd'hui le meilleur atout de Giscard d'Estaing. C'est en ce sens que nous parlons — et nous ne sommes pas les seuls — d'« alliance objective » entre le P.c.f. et le Pouvoir. Cette constatation irrite René Andrieu mais il est incapable de la réfuter et pour tenter de renverser l'argument il croit utile de remonter plus de vingt ans en arrière. Nous avons déjà dit qu'il s'agissait là d'un subterfuge grossier mais aussi dangereux : le P.c.f. tient-il vraiment à ce que soit rappelée la façon dont il parlait, écrivait, agissait dans les années cinquante ?

Ce type de querelle ne nous intéresse pas, pas plus qu'elle n'intéresse toutes celles et tous ceux qui attendent de la gauche des propositions claires soutenues par un combat cohérent contre le pouvoir giscardien. La direction du P.c.f. refuse de s'engager dans ce combat aux côtés des socialistes ? C'est son affaire et celle des militants communistes dont nous savons aujourd'hui que beaucoup s'interrogent sur le comportement de leur parti.

Le Parti socialiste, quant à lui, ne se laissera ni impressionner ni détourner de sa route qui a été définie en 1971 et 1972, confirmée par ses congrès successifs, et en dernier lieu par celui de Metz, et qui trouve son expression la plus actuelle dans le Projet socialiste autour duquel la quasi-totalité du Parti va se rassembler dans quelques semaines. Sa volonté unitaire et la logique de son opposition résolue au Pouvoir ont encore été illustrées mardi par le vote de la motion de censure communiste dont plusieurs motivations étaient pourtant peu acceptables, voire provocatrices.

Ce n'est pas un hasard si tous les observateurs, bienveillants ou malveillants, s'intéressent en priorité à la stratégie du Parti socialiste. C'est quelquefois pour la réduire à de *médiocres jeux politiciens* comme celui qui consiste à découvrir aujourd'hui de prétendus rapprochements entre le P.s. et le R.p.r. Peu importe ! Ce qui compte c'est que chacun comprend parfaitement que dans les prochaines batailles politiques qui attendent notre pays, face à une majorité désagrégée, le Parti socialiste constitue le facteur décisif. Nous le savions déjà et nous sommes plus que jamais prêts à agir en conséquence.

Coude à coude le 24 novembre

LE 24 novembre les socialistes manifestent. Sans bien se rendre compte probablement de l'énormité de ce qu'ils vont faire.

Descendre en masse dans la rue parce que des femmes en mal de liberté le leur demandent, c'est déjà énorme, pour qui connaît son Parti sur le bout de l'alphabet.

Descendre dans la rue pour affirmer haut et fort que la procréation doit être l'expression d'un choix délibéré pour tous et toutes rompt délibérément avec le style feutré des proclamations féministes habituelles où les principes se traitent du bout des lèvres et qui bloquent cœurs et corps dès qu'on propose de passer à l'action.

Les socialistes vont donc manifester le 24 novembre. Pour le droit de ne pas avorter. Mais aussi parce que « les femmes n'ont rien à attendre d'une assemblée à majorité réactionnaire » (1). Est-ce à dire qu'une majorité de gauche serait plus féministe ? Elles n'en sont pas persuadées. Prenant mal leur parti de voir une assemblée d'hommes s'arroger le droit de discuter « du coefficient de remplissage de leur utérus » (2). Les députés socialistes s'ils veulent les convaincre qu'ils sont d'une eau différente de celle de leurs collègues de droite n'ont qu'une chose à faire, être présents avec elles le 24.

Enfin, avez-vous vu avec qui le P.s. manifeste ? Il s'agit d'une manifestation unitaire. Peut-être, mais pas avec les partenaires habituels : avec les collectifs « contraception-avortement », les groupes femmes, les syndicats étudiants, les gauchistes, anarchistes et autres marginaux. De nombreux militants communistes et cégétistes nous téléphonent pour demander s'ils peuvent se joindre à nous. Serait-ce que l'union à la base, on la trouvera du côté de la Bastille le 24 novembre ? Il semblerait.

Vu les amendements adoptés par la commission des affaires sociales, nos affaires sont plutôt mal parties. Faire pression sur une assemblée réactionnaire en manifestant coude à coude contre la répression et l'injustice le 24 novembre, voilà qui témoignera de la réalité du Projet socialiste. Mieux que n'importe quel discours.

VERONIQUE NEIERTZ,
Secrétaire nationale aux luttes des femmes

(1) Appel des collectifs réunis à Rouen les 29 et 30 septembre 1979.
(2) Benoîte Groult dans « l'Unité » n° 310.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 41, bd de Magenta 75010 Paris - Tél. : 208.23.50. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Nicole du Roy, Georges Frameries, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Véronique Neiertz, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Reverier, Gabrielle Rolin, Gilbert Sans, Antoine Violet, Maryse Wolinsky. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Cannela ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*

Il était une fois la majorité

Il n'y a pas d'affaire Boulin... il n'y a pas de budget voté... il n'y a pas de majorité !

PAR MICHELE KESPI

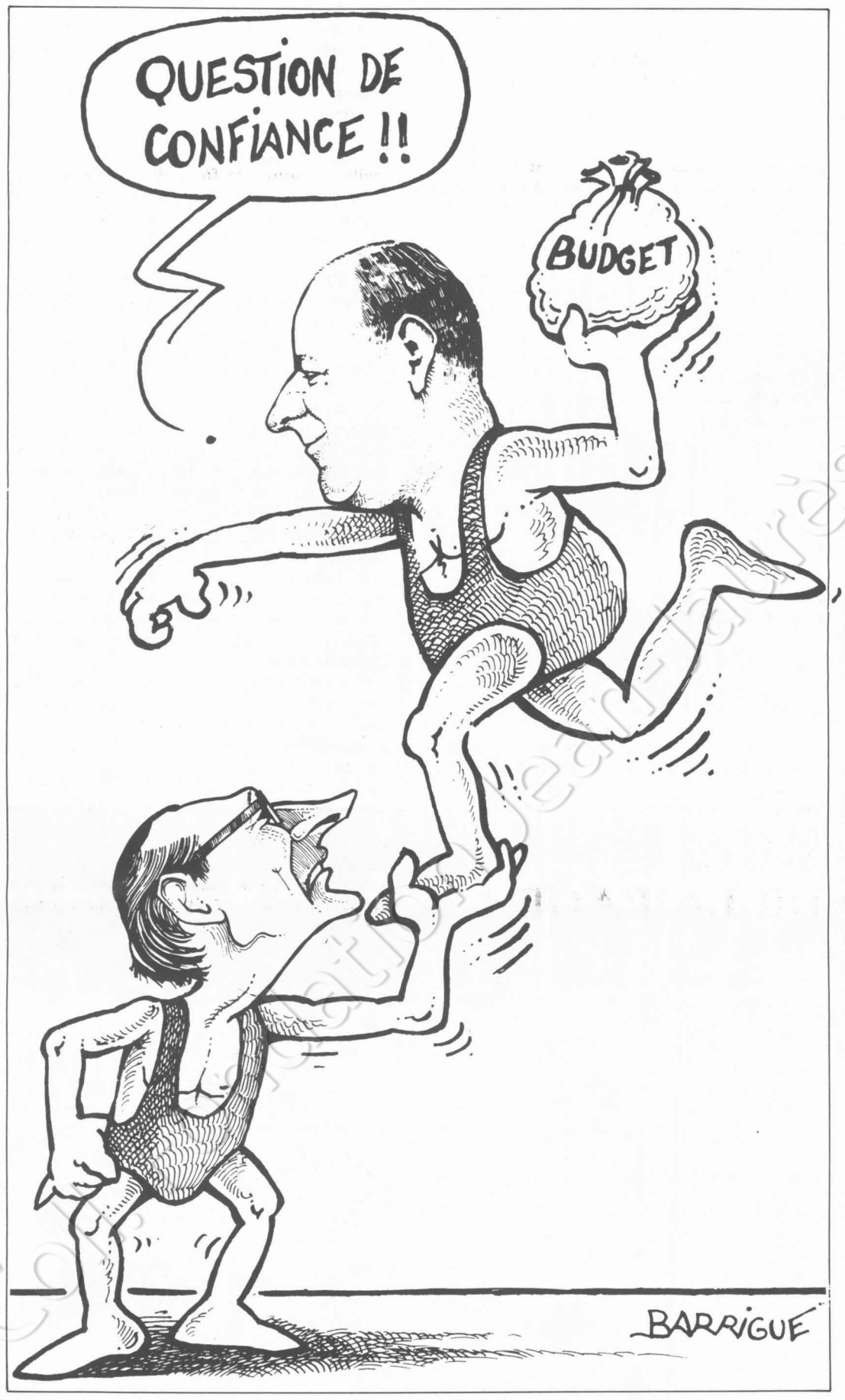
JUSQU'OÙ le R.p.r. veut-il aller ? C'est la question que se pose Giscard depuis bientôt un mois. Depuis le 22 octobre exactement. En s'abstenant, ce jour-là, de voter l'article essentiel du budget de la Nation (celui qui établit l'équilibre entre les dépenses et les recettes), le R.p.r. avait donné le coup d'envoi de la campagne présidentielle : grâce à son abstention, l'article du budget avait été repoussé. Le R.p.r. allait-il continuer son offensive ? Ou n'était-ce que menace tactique ? Dans l'expectative, les différentes formations de la majorité avaient pris date : l'échéance, le vote général du budget, était pour le 17 novembre.

Petit détail à ne pas oublier

Eh bien, on sait aujourd'hui où on en est : il n'y a plus de majorité. La guerre ne se réduit plus à des déclarations belliqueuses, à des critiques verbales, à des procès d'intention, mais repose sur un fait sans précédent dans la Ve République : le parti le plus important de la majorité se sera désolidarisé du vote du budget. Or, le vote essentiel d'une majorité parlementaire est quand même, petit détail à ne pas oublier, celui du budget !

Au départ, le terrain n'était pas mauvais pour Chirac. Demander deux milliards d'économies sur le budget de fonctionnement de l'Etat, se tenir à cette option et proposer un contre-plan de relance, voilà qui faisait sérieux. Voilà qui pouvait plaire aux inquiets, victimes d'une inflation galopante.

Mais plusieurs facteurs ont entravé ce projet soigneusement mûri. D'abord, la remontée de Raymond Barre : le président de la République vient de lui renouveler sa confiance, et 58 % des Français, pas difficiles, le considèrent, selon un sondage de la Sofrès, comme « un bon Premier ministre ». Cette remontée dans l'opinion publique n'est pas due aux perspectives qu'il offre au pays, mais à un phénomène d'émotion lors de son hospitalisation. A moins d'ériger la maladie en méthode de gouvernement, c'est une remontée négative, fragile et donc éphémère. « Barre est en hausse, ironise Georges Fillioud. Comme le chômage. Comme le déficit extérieur... » Gageons que, d'ici les prochains sondages, ces vérités premières auront fait perdre quelques points à Raymond Barre. Mais, dans l'immédiat, le Premier ministre s'est retrouvé en position de force face au R.p.r.



D'autant plus que celui-ci n'a pas su profiter du terrain — miné, certes — qu'il s'était choisi. La guérilla parlementaire est difficile à expliquer à l'opinion publique. A moins que les choses ne soient claires. Au début, elles l'étaient : nous voulons, disait le R.p.r., deux milliards d'économies. Mais on a assisté ensuite à un ballet compliqué de réunions proposées par les uns, refusées par les autres, à une recherche de compromis où personne ne cédait rien, à des espèces d'aller et retour sans concertation, bref à un jeu politicien complètement déroutant pour les non-initiés.

Maladresses sur maladresses

Les discussions elles-mêmes tenaient plus du dialogue de sourds que de la recherche constructive. D'un côté Barre disant au R.p.r. : vous réclamez la restriction du train de vie de l'Etat, et vous, dans chacun des chapitres du budget, vous demandez davantage de crédits. Ce à quoi le R.p.r., imperturbable, répond : il faut trouver des économies dans le budget de fonctionnement de l'Etat. Comment prétendre ensuite rechercher le dialogue ?

Même si Raymond Barre accumule maladresses sur maladresses, voilà le R.p.r. pris une fois de plus au piège majoritaire. Et Dieu sait que maladroit, Barre l'a été. Maladresse que s'en prendre aussi violemment à la personne de Chirac, accusé d'avoir lors de son passage à Matignon « laissé tant de choses à faire, à défaire et à refaire ». Maladresse que de donner, lors de son discours à l'Assemblée la nuit du samedi 17, un cours d'économie politique fort mal venu, vu la situation actuelle !

Malgré tout cela, le R.p.r. est aujourd'hui dans l'impasse. Les giscardiens savaient qu'il n'irait pas jusqu'à ouvrir une crise de régime. En utilisant l'article 49 qui permet au gouvernement d'engager sa responsabilité sur un projet de loi, le Premier ministre savait que le R.p.r. ne jouerait pas la censure, et que, donc, son projet était, de fait, adopté. Mais combien de temps le R.p.r. peut-il continuer à ce point à critiquer le gouvernement sans le censurer ? Comment l'expliquera-t-il à ses militants ? C'est précisément la question que semblaient se poser plusieurs députés R.p.r. qui paraissaient regretter, le mardi 19 à l'Assemblée, de ne pas pouvoir voter la censure. Comme l'a souligné Pierre Joxe, il aurait pu « faire plier le gouvernement sur certains points ». Ceux qui critiquent le get tout en soutenant le gouvernement ne viendront pas le censurer : qu'attendent-ils ?

Les présidentielles sans doute, puisque, évidemment, tout est là. La querelle du budget est, en fait, une prise de position à long terme. En s'abstenant de voter le budget, le R.p.r. se donne les mains libres pour critiquer, lors de la campagne électorale, la politique économique suivie. En rappelant bien lourdement que si ça ne marche pas, ce n'est pas sa faute, la preuve, il n'a pas voté le budget, etc. On peut d'ailleurs s'attendre à ce que la guérilla ouverte sur ce terrain continue sur bien d'autres, tous les prétextes étant bons.

Michel Debré peut-être...

Car d'ores et déjà, une chose est sûre : Il y aura un candidat R.p.r. Jacques Chirac ? C'est moins sûr. Bernard Pons, secrétaire général du mouvement, souhaite que l'élu soit Chirac, mais il n'est pas unanimement suivi. Beaucoup pensent, au R.p.r., que Chirac, comme tout candidat de sa formation, essuyera un échec en 81. Il est jeune (48 ans) et aurait intérêt, estiment certains, à jouer 88. Qui serait alors le candidat du R.p.r. ? Le nom de Michel Debré est sur bien des lèvres. A 69 ans, il a déjà, comme on dit, sa carrière politique derrière lui. Ainsi, pendant qu'il irait au casse-pipe, Chirac pourrait fourbir ses armes en attendant des temps meilleurs... ●

Les suites de l'affaire Fiszbin

PREUVE évidente que les méthodes staliniennes demeurent vivaces au sein de l'appareil dirigeant du P.c.f., l'affaire Fiszbin n'a pas fini de faire des vagues. La démission de l'ancien candidat à la mairie de Paris de ses fonctions de président du groupe communiste à l'Hôtel de Ville, qu'il n'exerçait d'ailleurs plus depuis un an, confirme, en effet, que la question n'a nullement été tranchée par la résolution du dernier Comité central votée à l'unanimité moins la voix d'Henri Fiszbin lui-même.

Dans sa lettre de démission celui-ci annonce qu'il entend reprendre bientôt sa place de conseiller de Paris, ce qui ne manquera pas d'accroître la tension qui règne depuis plusieurs mois au sein du groupe communiste parisien. Plusieurs des membres de ce groupe se sont, en effet, solidarisés avec Fiszbin. C'est le cas, en particulier, de ceux qui, comme Jean Gager, conseiller du 18e arrondissement, occupaient également des fonctions au secrétariat fédéral. D'autres sont visiblement embarrassés par ce conflit qui les oblige à choisir.

S'il entend pour l'instant demeurer discret, il est clair qu'Henri Fiszbin n'a pas l'intention de s'incliner devant les méthodes employées par la direction du Parti pour tenter de le réduire au silence. En janvier, il avait accepté que sa mise à l'écart de la direction de la Fédération de Paris soit expliquée officiellement pour des raisons de santé. Mais il n'a pas apprécié qu'au dernier Comité central le réquisitoire contre lui ait été prononcé par Paul Laurent, c'est-à-dire par celui qui fut son ami et le premier initiateur de l'« ouverture » de la fédération parisienne qui, dans les années 1972 à 1974, était donnée en exemple aux militants du Parti. Même si le secrétariat fédéral et le groupe à l'Hôtel de Ville se trouvent aujourd'hui repris en main par des fidèles de Georges Marchais, Henri Fiszbin sait qu'il compte beaucoup d'amis tant dans les cellules parisiennes que dans les plus hautes instances fédérales où la résolution du Comité central a provoqué la semaine dernière de vives réactions, neuf membres du comité fédéral votant contre et cinq s'abstenant, ce qui est pour le moins inhabituel à ce niveau.

Cette affaire ne fait qu'accentuer la crise déjà ancienne que connaît le Parti communiste à Paris et qui se traduit par une évidente démobilisation des militants dans plusieurs arrondissements qui passaient autrefois pour des bastions communistes. Le P.c.f. a longtemps expliqué que son recul à Paris — au plan électoral notamment — était dû à l'évolution démographique de la capitale et au départ en banlieue des catégories sociales les plus défavorisées. Cette explication n'est pas sans fondement mais elle est très partielle. Elle n'explique pas que le P.c.f. ait également reculé dans plusieurs départements de la banlieue et pas davantage que, dans la capitale même, le P.s. ait progressé au point de devenir, nettement, la première force de gauche. Cette inversion d'un rapport de forces traditionnel a été l'un des premiers griefs que la direction du P.c.f. a retenu contre Henri Fiszbin et on peut comprendre que dans son actuelle obsession antisocialiste, elle ne soit pas près de lui pardonner !

A. V

Jean-Louis, trente ans, berger

Il pleut, il pleut berger ... du mouton néo-zélandais. Mais les éleveurs français ne sont pas décidés à se laisser manger la laine sur le dos. Témoin, Jean-Louis, responsable du secteur ovin au C.n.j.a., propriétaire d'un troupeau de deux cent vingt brebis sur le Causse du Lot



Jean-Louis Issaly dans sa bergerie, à Lunegarde.



Béliers de race caussenarde.

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

De notre envoyée spéciale

BUISSONS, chênes et genévriers ; l'herbe est rare, entre les murets de pierres sèches qui sillonnent le Causse du Lot. Dans ce paysage à la beauté rude, l'homme affronte la solitude, entre le ciel changeant d'un Massif central mâtiné de Sud-Ouest et la terre ingrate du Quercy. Ici comme sur les autres Causses, le paysan n'a qu'une spéculation possible : le mouton.

Jean-Louis Issaly est éleveur à Lunegarde, près de Gramat. « Une commune en train de crever ; l'école est déjà fermée ; avec quatre-vingt habitants environ, elle est à la limite du viable », dit-il en me montrant la petite place du village, sa mairie-maison de poupées et son église gracieuse. Isolé de tout : « Mon plus proche voisin est à un kilomètre. » Il exploite avec son père la propriété familiale : cent quarante-cinq hectares dont trente-cinq seulement sont cultivables ; le reste ? Les parcours à moutons. Son troupeau — deux cent vingt brebis, quelques béliers et les agneaux — est élevé pour la viande.

Souriant et chaleureux, grand et gai avec ses tout juste trente ans, Jean-Louis Issaly donne l'image d'un homme plutôt heureux de la vie, débordant d'appétit. Depuis deux ans, il est responsable du secteur ovin au C.n.j.a. (Centre national des jeunes agriculteurs) et lui qui n'était jamais sorti de son trou, le voilà par monts et par vaux, découvrant le monde avec délectation. Ce qui ne va pas sans poser de problèmes à Jacquie, sa femme : « Nous ne sommes jamais ensemble. »

Mais son plus grand plaisir, cette joie physique qui rend son regard heureux, c'est son troupeau. Sélectionneur autant qu'éleveur, Jean-Louis passe des heures à se pencher sur les mystères de la génétique. Il participe à un groupement pour l'amélioration de la race locale, la caussenarde. Assez grande, des lunettes noires bien symétriques autour des yeux, les deux tiers des oreilles brunes et quelquefois des tâches au coin de la bouche. « La caussenarde est parfaitement adaptée aux inconvénients de la région ; c'est une brebis rustique et sobre qui supporte la marche, la chaleur et la sécheresse. » Elle n'est pas très répandue et « sans l'effort de quelques-uns comme moi qui y sommes très attachés, c'est une race qui aurait déjà disparu ».

Appuyé à une barrière de la bergerie, il a un regard d'amoureux triomphant pour demander : « Elles sont pas belles, mes caussenardes ? » J'approuve. Le troupeau s'échappe entre pierres et chênes vers un champ où l'herbe pousse avec moins de parcimonie. Nous le suivons. Lui, soudain véhément : « Les Anglais vont quand même pas nous bouffer tout ça. » Il montre le Causse, son aridité. « Dans quoi veux-tu que je me convertisse, si jamais... Tu me donnes une idée ? »

D'idée, je n'en ai pas. Pourtant, le mouton français est bien menacé. Par les Anglais qui veulent importer en France du mouton de Nouvelle-Zélande à un prix très inférieur au cours européen. Comme beaucoup d'éleveurs français qui n'ont aucun espoir de reconversion, Jean-Louis tempête et manifeste. Et s'interroge sur le devenir d'une communauté européenne qui se transformerait en zone de libre-échange : « Je n'ai pas l'impression que nous ayons le pouvoir économique et monétaire pour nous le permettre. Je suis donc protectionniste. Mais le Royaume-Uni ne semble pas vouloir l'accepter. »

Le protectionnisme est-il vraiment défendable, surtout pour une production très déficitaire en Europe ? Les Français consomment 190 000 tonnes d'agneau chaque année mais n'en produisent que 140 000. Le marché en soi a de quoi attirer les pays qui ont des problèmes à écouler leur production. Quant à la différence de cours, elle est énorme : le kilo de carcasse d'agneau est payé au producteur néo-zélandais 4 F et garanti 19,85 F au producteur français... De quoi tenter les multinationales qui commercialisent les denrées alimentaires.

« Tu es ici dans le fief de la production ovine la plus chère du monde », commente Jean-Louis avec humour. La différence gustative est bien sûr considérable. « Nous produisons de l'agneau de cent/cent cinquante jours, à peine sevré. Le mouton néo-zélandais a un an, nourri à l'herbe. Ici, il est élevé sous la mère. » Mais l'incroyable différence de prix trouve ailleurs son explication : en Nouvelle-Zélande, c'est la laine qui apporte la majeure partie du revenu de l'éleveur. En France, c'est un apport négligeable, parfois même négatif, lorsque la quantité de laine ne suffit pas à payer le tondeur.

Paradoxe : malgré une évolution de la consommation favorable, malgré un cours plus stable que celui du porc ou du bœuf, les éleveurs de moutons s'en sortent difficilement. Et les craintes suscitées par les querelles européennes ne sont pas faites pour les encourager. « Je rage quand je pense

LA GUERRE DU MOUTON AURA-T-ELLE LIEU ?

Les moutons anglais — à fort accent néo-zélandais, il faut l'avouer — n'ont toujours pas posé patte sur le sol français. Les Anglais ont préféré laisser la question en suspens pour l'instant et les entretiens Giscard-Thatcher n'ont qu'effleuré le problème.

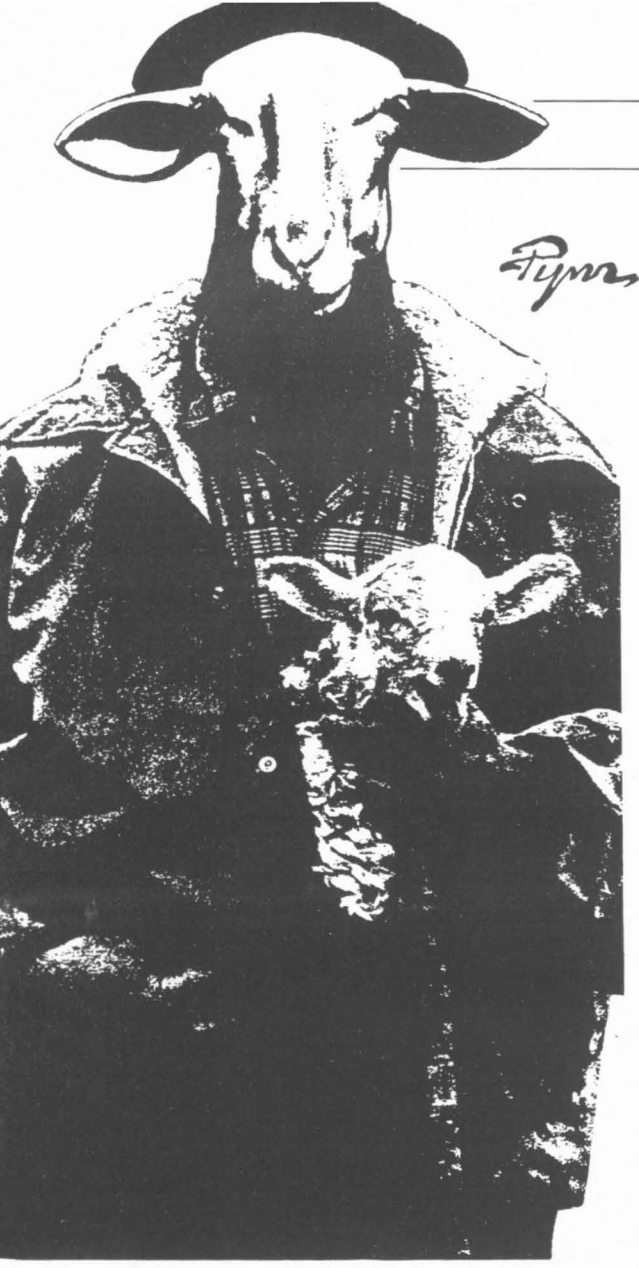
Si bien que la France reste isolée de ses partenaires européens qui souhaitent la voir appliquer l'arrêt de la cour de justice de Luxembourg et ouvrir ses frontières aux importations britanniques.

Le risque est grand pour les éleveurs français, si le gouvernement cède, de voir les cours du mouton s'effondrer : l'agneau de Nouvelle-Zélande via Royaume-Uni revient cinq fois moins cher que l'agneau français (trois fois moins cher que son homologue anglais). De quoi permettre aux importateurs des marges confortables, même amputées des coûts de transport et de congélation...

Dans le contexte européen, cette affaire a fait figure de symbole. Symbole de la volonté anglaise de rediscuter les mécanismes européens et du désir de nos partenaires d'enrayer la progression des dépenses liées à la politique agricole commune qui représentent 75 % du budget européen.

Une solution à la guerre du mouton sera peut-être dégagée à l'occasion du sommet de Dublin, les 29 et 30 novembre prochains, où la Grande-Bretagne compte bien obtenir une réduction de sa contribution au budget de la C.e.e. A cette occasion, la France ne sera pas en bonne position pour négocier. Et ce sont les éleveurs qui feront sans aucun doute les frais de l'opération. ●





que chaque jour, avec toutes ces histoires, des installations d'éleveurs se perdent. Alors que tout le problème vient de l'insuffisance de la production ! »

Devant moi, Jean-Louis ouvre son livre de comptes. En 1978, son produit brut a été de 152 000 F, soit 679 F par brebis. Une fois décomptées toutes les charges du troupeau et celles de l'exploitation, il ne reste aux deux familles que 44 000 F. Rien d'extraordinaire dans ces charges : le matériel est vieux mais engrais, semences, assurances, frais vétérinaires et achats de nourriture suffisent à expliquer la différence.

Et l'exploitation est parmi les plus modernes. Elle obtient des résultats très honnêtes, avec des méthodes intensives. Depuis dix ans, l'effectif du troupeau a doublé et chaque brebis donne en moyenne 1,6 agneau, contre 1,1 en 1969. Ce bond en avant, les Issaly l'ont obtenu à la force du poignet, débroussaillant, doublant les rendements des parcelles de céréales. Grâce aussi à l'aide assidue des services de la Chambre d'agriculture, en particulier du frère de Jean-Louis, technicien ovin.

Ces efforts n'empêchent pas le revenu de l'éleveur de baisser, lentement mais sûrement. « Les techniciens eux non plus ne trouvent pas de second souffle, constate la mère de Jean-Louis. Ils ont provoqué ce profond changement mais se rendent compte avec amertume qu'économiquement ça ne suit pas. »

Alors, malgré une situation plutôt privilégiée, si on la compare à celle de nombreux éleveurs, la famille vit sur un pied très modeste. D'autant que le père doit rembourser les frais d'héritage : encore 20 000 francs qui partent chaque année. Si Jean-Louis, sa femme et ses deux enfants arrivent à joindre les deux bouts, c'est grâce au salaire de Jacquie, brigadière aux P.t.t. Grâce à ce salaire aussi, ils sont en train de se construire une maison à côté de celle des parents. Belle et grande. Et nécessaire car ils souhaitaient depuis longtemps avoir leur « chez-eux ».

Malgré les difficultés, Jean-Louis apprécie son rythme de vie. Ses voyages à Paris, son activité comme responsable professionnel. Jacquie aurait sans doute préféré qu'il reste plus souvent à la maison. « Mais cela aurait été égoïste de l'empêcher de faire ce dont il a envie. » Lui, il reconnaît le sacrifice de sa femme et l'en admire. « Je n'ai pas fait d'effort pour me rapprocher de l'image rêvée du mari qui coupe le pain tous les soirs à table ; c'est elle qui s'est adaptée. » Il remercie aussi ses parents, surtout son père, « disponible, compétent et en bonne santé pour faire le boulot de deux quand je m'absente ».

« Bien sûr il y a des problèmes mais je n'envie pas du tout le cadre citadin. Et je suis fort gêné quand je loupe le Capitole pour rentrer chez moi. » C'est sa terre qu'il aime, ces lieux où il a passé toute son existence. Et son troupeau. Il sourit : « Je pense que je vais inséminer la 3240 avec le 4222. Je risque d'avoir sur le dos de l'agneau une tâche pas très orthodoxe mais je vais essayer... Cela peut sembler drôle mais c'est ça ma vie. Je le pense sincèrement. Le mouton, c'est une partie de moi. » Drôle d'homme : lucide et sensible mais enthousiaste comme un môme, expérimentateur mais enraciné dans ses traditions... ●

Aéronautique : un problème de natalité

Pour que l'Airbus ne connaisse pas le sort de Caravelle et de Concorde, il faut d'urgence élargir le cercle de sa "famille"

PAR GUY PERRIMOND

IL y a peu de temps encore, l'industrie aéronautique semblait mener des guerres technologiques. Pour gagner, c'est-à-dire vendre, il fallait avoir quelques idées géniales, savoir, mieux que les autres, concevoir des plus lourds que l'air allant plus vite, plus loin ou transportant de plus lourdes charges. Et les Français, ces bricoleurs de génie, avaient souvent l'impression de pouvoir gagner. Ils avaient des idées, du savoir-faire, de l'expérience. Pourtant la Caravelle ne s'est vendue qu'à trois cents exemplaires et la chaîne de montagne du Concorde est arrêtée. Définitivement.

C'est qu'il ne suffit pas de fabriquer le « meilleur » produit pour le vendre. Faut-il encore le produire au moindre coût, à des cadences suffisantes pour satisfaire les clients. Bref les responsables de l'industrie aéronautique française sont en train de découvrir une évidence : la véritable guerre en ce domaine est d'abord économique et les gains de productivité, les circuits financiers, la parité du dollar comptent autant si ce n'est plus que « l'invention ».

Boeing, le grand des grands, l'a compris depuis longtemps. Et pour faire face à la faiblesse des gains de productivité enregistrée aujourd'hui aux Etats-Unis, il a décidé d'investir quatre milliards de dollars durant les quatre prochaines années pour informatiser sa production. Avec la bénédiction des autorités américaines car pour elles les exportations aéronautiques sont un des pans essentiels de leur balance commerciale. C'est dire si les décisions prises, en Europe, à propos de l'Airbus sont importantes. Et si — productivité oblige — les luttes sociales risquent de devenir sévères dans ce secteur.

1979 a été une année faste pour Airbus-Industrie. De juillet 1978 à juillet 1979, plus de deux cents commandes ont été prises. Le A 300 — l'Airbus qui vole — a, au total été commandé à deux cent soixante-sept exemplaires et le A 310, encore vendu sur plan, à cent vingt. Ce qui fait un total de trois cent quatre-vingt-sept appareils commandés par trente compagnies de vingt-cinq pays.

Cadence portée à dix ?

Pourtant les erreurs ou les hésitations du passé pèsent déjà sur l'avenir de l'appareil. En 1976 par exemple, comme les commandes ne venaient pas, « on » avait réduit les cadences de fabrication. Certes, depuis la tendance a été inversée. Mais il manque une douzaine d'appareils, ce qui est gênant à cause des décisions d'achat actuelles et surtout on a limité les gains de productivité. Premier impair qui risque malheureusement de se reproduire.

C'est qu'il faut aujourd'hui décider des cadences de sortie à venir. Ce qui, dans une industrie aussi complexe et pour un appareil construit par éléments dans plusieurs pays, pose des problèmes délicats. Pour l'instant près de trois appareils sont livrés chaque mois. En 1981, il y en aura quatre, en 1983 sept. Et des études ont été entreprises pour que la cadence soit éventuellement portée à dix.

Or il est difficile aujourd'hui de dire qui décide de quoi. Airbus-Industrie « obéit » certes aux différents gouvernements, mais les décisions de ceux-ci sont à la fois fonction de leurs souhaits — se dégager de leur aide financière par exemple — et des dossiers élaborés par Airbus-Industrie. Tout repose dès lors sur l'estimation du marché.

Si la « famille Airbus » n'est pas élargie, il faut atteindre huit cents commandes pour rentabiliser l'opération. On n'en est qu'à la moitié. Or les spécialistes sont incapables d'élaborer en ce domaine des prévisions « fines ». De plus, augmenter les cadences signifie tout de même embaucher, investir. Ce que le gouvernement français ne fait qu'à contrecœur. Déjà on sait que pour tenir les délais il faudra, en 1985, que quarante mille salariés en Europe, au lieu de dix-sept mille, travaillent pour Airbus. Ce qui créera dix mille postes de travail en France. Soit à l'Aérospatiale, soit chez ses sous-traitants.

Mais la véritable hésitation porte sur les autres problèmes de la « famille ». Si tous les experts — ainsi que les responsables gouvernementaux — sont persuadés qu'il est souhaitable d'offrir aux clients la possibilité d'acheter des appareils complémentaires, faut-il encore ne pas se tromper en évaluant le marché.

Suffirait-il d'offrir aux compagnies aériennes un Airbus allongé (le B 9) permettant de transporter plus de passagers ? Si les problèmes techniques posés sont simples, encore faut-il être sûr de l'évolution du trafic.



Sygma

Faut-il lorgner du côté des longs courriers, redessiner les ailes de l'appareil, le doter de deux moteurs supplémentaires ? Mais les flux de trafic demeureront-ils ce qu'ils sont et l'Atlantique nord la voie royale ? Faut-il espérer vouloir des commandes militaires, s'attaquer en version civile à un marché où règne le Boeing 747 et qui risque fort de ne pas dépasser quatre cents appareils ? Certes, l'augmentation du prix du pétrole pousse vers les gros porteurs. Lorsque le carburant utilisé approche 30 % des coûts d'exploitation, on comprend que la question soit délicate.

Faut-il courtiser les Japonais, les faire participer à l'opération, espérant ainsi aborder un jour le marché chinois ? Avec, comme « risque » de les voir développer plus rapidement une industrie aéronautique différente. Les silences du gouvernement ont donc quelques raisons : dans le VIII[e] Plan il n'y aura rien à ce propos. Car les décisions, répétons-le, sont prises ailleurs.

Une industrie comme les autres

Là où, en revanche, le Pouvoir se prépare c'est pour la bataille sociale qui a déjà commencé, chez Dassault par exemple. Car, pour être concurrentiel il faut à tout prix réduire les coûts. Et tout va se jouer contre les salariés : précarisation de l'emploi, appel à la sous-traitance — les salaires y sont inférieurs —, freinage des salaires, etc. Pour faire face à la nouvelle offensive de Boeing — l'informatisation de la production — on n'a trouvé, en France... que l'augmentation directe de l'exploitation !

L'aéronautique française est sortie de sa légende. Elle est devenue une industrie comme les autres. Avec un problème majeur, la rentabilité. Ce qui explique que la recherche y décroisse. Sauf au Japon. Le temps des inventeurs de génie est-il terminé ? Toujours est-il qu'à ne pas vouloir prévoir l'avenir, à ne pas vouloir décider, à se refuser à lancer de nouvelles recherches, on n'aboutira qu'à un seul résultat : ne plus avoir d'avenir. ●

Belfort Alsthom : une ville se bat pour son poumon

PAR CHRISTINE COTTIN

SI j'avais su, je n'y serais peut-être pas allé. Mais maintenant que j'y suis, pas question de reculer. » Curieux mélange de méfiance et d'obstination. Philippe, 23 ans, ajusteur chez Alsthom, n'aime pas les grands discours. Pour résumer huit semaines de grève — quand on n'a pas touché ses 2 700 F mensuels, c'est long —, deux phrases lui suffisent. A Belfort, ils sont presque tous comme ça : encore plus têtus qu'ils ne veulent bien le dire. Sans doute ce qui leur a permis, au grand étonnement de tous, de tenir si longtemps en échec le groupe Alsthom et, en arrière-plan, la puissante C.g.e.

14 heures, au café, place Corbis. « T'as entendu Radio Alsthom » ? Un peu plus loin, un arrêt de bus faubourg de France, la rue commerçante de Belfort. « Non, mon vieux (l'interlocuteur a bien quinze ans), pas de foot cet après-midi. Y a un meeting Alsthom. Peut-être qu'ils vont dire ce qui se passe au ministère du Travail. »

Marche arrière. Le pont sur la Savoureuse qui roule lentement ses eaux gonflées par la pluie. Un étalage de fruits et légumes. « Tenez, mettez-moi un choux de plus, j'ai une copine d'Alsthom à qui cela fera plaisir. » La marchande s'enquiert : « Une femme de gréviste ? Alors prenez-le. C'est un cadeau. »

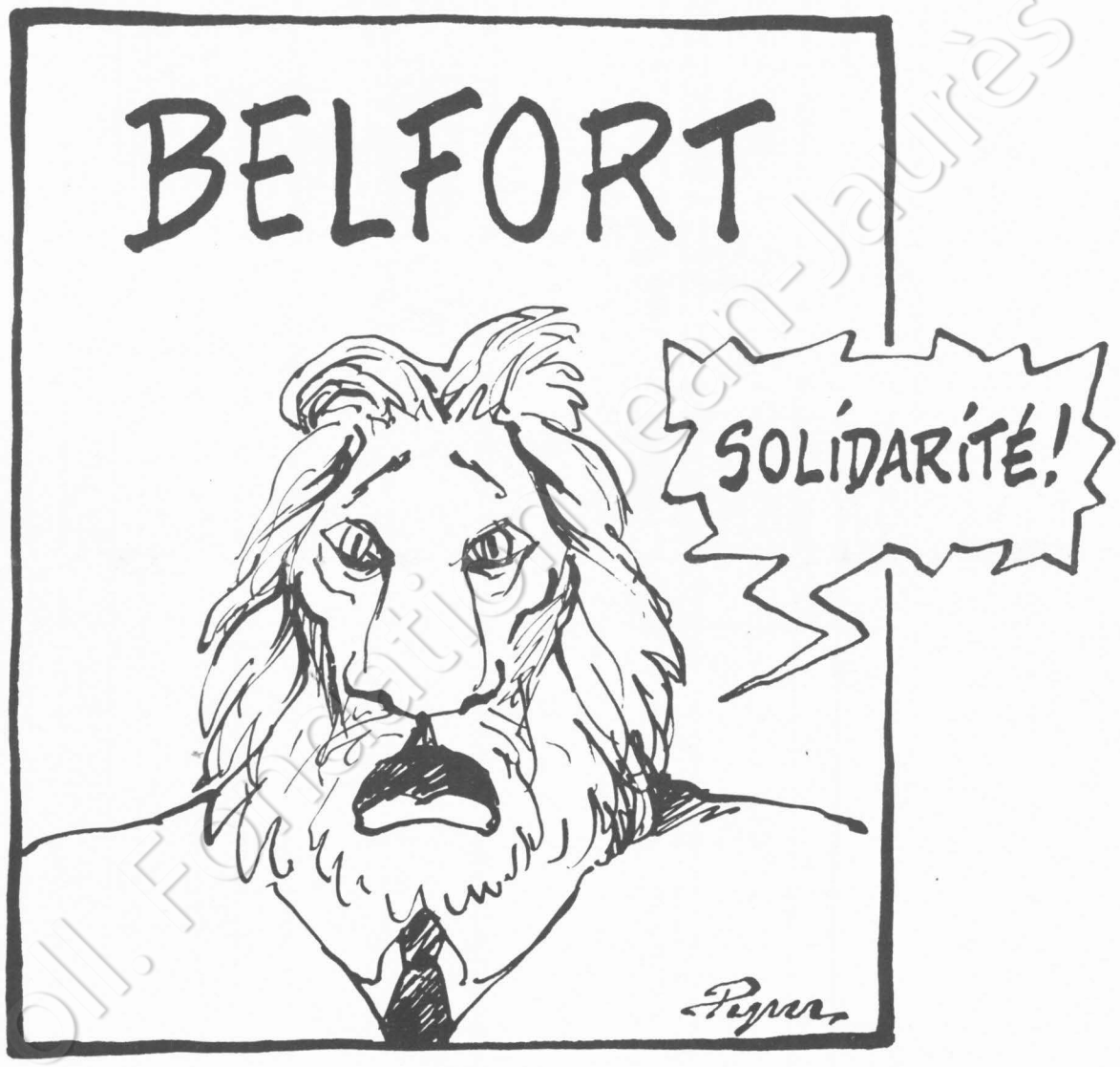
En dix minutes, trois conversations surprises au hasard mentionnent le conflit. Un concours de circonstances ? Non, une réalité. Belfort vit à l'heure d'Alsthom. Physiquement d'abord : l'usine est à dix minutes du centre. Du haut de ses quarante-deux mètres, le hall 2 000 — il abrite deux ponts roulants capables de soulever cent vingt et quatre cents tonnes — domine tranquillement les toits pentus des maisons comme on les fait dans l'Est.

Surtout, Alsthom, c'est 7 500 emplois. On vient y travailler dans un rayon de cinquante kilomètres. A Belfort même, l'usine draine le quart de la population active. « C'est notre poumon économique », dit volontiers le maire socialiste de la ville, Emile Gehant, « Milo » pour les Belfortains. Revers de la médaille : si la machine se grippe, toute la ville s'engourdit. Heureusement, l'avenir de la firme n'a jamais été aussi souriant. Quant aux Belfortains, ils ont une solide réputation de pères tranquilles, amateurs de campagne, de jardinage et de bricolage. Deux grèves en trente ans : une cadence que bien des employeurs souhaiteraient avoir dans leur entreprise.

Aussi, le 27 septembre, quand la C.g.t., la C.f.d.t. et F.o. appellent à un débrayage, personne n'y croit. Pas même les syndicats. « On s'attendait à avoir deux ou trois cents gars comme d'habitude », reconnaît Jacky Schoen, l'un des délégués C.f.d.t. En fait, il y en a près de trois mille sur la place de la Liberté. L'après-midi, ils sont cinq mille. « Cette fois, on s'est dit qu'il se passait quelque chose. » Les syndicats proposent un débrayage. Les salariés répondent : occupation immédiate. Un vote à bulletin secret le confirme : 66 % des électeurs sont pour une action dure. Une décision qui surprend un peu tout le monde. Probablement même ceux qui l'ont prise.

Mais la volonté générale est là. Dans l'usine, on commence à s'organiser. « Des vieilles banderoles de Mai-68, c'est tout ce qu'on a pu dégotter au fond de nos placards, se souvient en riant un syndicaliste C.f.d.t. On avait du pain sur la planche. »

D'abord, essayer de faire le point. Toutes les organisations syndicales sont d'accord : c'est l'incroyable maladresse de la direction lors des préparatifs de la grande fête prévue pour le centenaire de l'usine belfortaine qui a servi de détonateur. Dans Belfort aujourd'hui n'importe qui peut raconter l'histoire. Trois cent cinquante personnalités invitées doivent débarquer du monde entier le 28 septembre. En leur honneur, depuis plus d'un mois, on a repeint l'usine, refait quelques routes, rasé quelques vieux bâtiments, planté du gazon, des fleurs et même loué des arbres. Au programme, une réception à Paris, une soirée de gala à Strasbourg, une visite de l'usine puis un repas dans les très beaux sous-bassements voutés du château de Belfort.



Que la direction cherche à donner une bonne image de la maison, après tout, les salariés n'ont rien contre. Même s'ils désaprouvent une forme de « maquillage » de l'usine qui coûte cher et ne durera pas. « Pour eux, peinture sur merde égale propreté », explique Louis Lacaille, un responsable de la C.g.t., célèbre pour son goût des formules bien senties. Repeindre la chaudronnerie, l'atelier le plus sale de l'usine, sans le nettoyer, c'était vraiment bidon. De quoi agacer les ouvriers qui y travaillent quotidiennement. Mais pas de quoi les exaspérer.

Le mécontentement, un cadre d'Alsthom, Pierre Bey, responsable de la C.g.c. le résume ainsi : « Hôtels, avions, peinture, arbres et pelouses, la direction croyait avoir pensé à tout pour la réussite du centenaire. Mais elle a oublié ceux qui font vivre l'usine : les membres du personnel. »

De fait, depuis des semaines, les syndicats demandent l'ouverture de négociations sur les salaires et la durée des congés. En vain. A la veille des festivités, le directeur Bernard Dufour transmet son refus de négocier. Mais il propose à chacun un cadeau au choix d'une valeur de 75 F : une montre, un stylo, une bouteille de vieux cognac ou une médaille du centenaire. « Une baffe dans la gueule comme je n'en avais encore jamais reçue. » Ce tuyauteur exprime bien l'humiliation que tous ont ressentie. Et ressentent encore.

Au début, tout le monde s'interroge : la grève repose-t-elle sur un mouvement d'humeur ou sur une détermination profonde ? « Il est probable qu'au départ les grévistes se seraient contentés d'une infime part du gâteau », disent aujourd'hui les syndicats. Mais là encore, incroyable erreur de la direction : elle se drape dans sa dignité, annonce qu'elle ne négociera jamais « sous la contrainte » et part à Paris expliquer qu'il s'agit d'une grève politique dont deux semaines, tout au plus, viendront à bout. Excellent pour le plan Barre, pense-t-on là-bas. Voilà en plus de quoi décourager les velléités d'autres entreprises.

Quand le directeur revient, au bout de huit jours, il est déjà trop tard. Les grévistes commencent à mesurer leur force.

Ils ont réalisé qu'Alsthom avait beau être l'un des premiers constructeurs mondiaux de machines tournantes, eux n'en restent pas moins en queue du peloton pour les salaires et les avantages sociaux. D'un côté, la gloire de fabriquer des turbo-alternateurs

Collectivités locales et emploi

« Collectivités locales et emploi » était le thème du colloque organisé par l'association « Socialisme et entreprise » qui s'est tenu les 16 et 17 novembre à l'université de Paris-Dauphine. Un colloque-rencontre entre des élus socialistes, des représentants des mutuelles et du mouvement coopératif, des syndicalistes. Les participants ont examiné l'action des communes dans le domaine de l'emploi, leurs interventions, les modalités pratiques de cette intervention, les limites et les moyens dont elles disposent pour intervenir davantage.

Le Parti socialiste était représenté au niveau national par Marcel Debarge, secrétaire national aux Collectivités locales, et Jean-Paul Bachy, délégué national à l'Emploi. C'est à ce dernier que « l'Unité » a demandé de faire le point sur l'action des collectivités locales animées par des élus socialistes dans le domaine de l'emploi.

« L'UNITE » : La situation de l'emploi s'est aggravée depuis 1977. Comment est-ce ressenti par les collectivités locales ?

Jean-Paul Bachy : Toutes les collectivités locales sont touchées à tous les niveaux. Même si la crise a accusé les inégalités d'une région à l'autre. La fermeture d'entreprises diminue les ressources financières. Ainsi à Charleville-Mézières l'usine de fonderie Gailly (deux cent soixante et onze salariés) qui doit fermer à la fin du mois apportait cent cinquante millions de centimes à deux cent millions de centimes de taxe professionnelle : l'équivalent du coût d'une crèche ou d'une école maternelle. La disparition d'une entreprise aboutit toujours à une baisse d'activité commerciale dans la ville et a donc une incidence sur les finances locales. Dans les zones rurales qui se vident il devient de plus en plus difficile de rentabiliser les équipements collectifs existants.

— Quelle peut être l'action des élus socialistes pour maintenir l'emploi ?

— Les socialistes plus encore que n'importe quels élus sont sensibilisés par le problème du chômage. Parce qu'ils sont les élus des travailleurs et parce qu'ils refusent la politique du pire. D'abord ils se montrent solidaires des travailleurs qui risquent de perdre leur emploi. Cela permet à ces derniers de se sentir moins isolés. Face à la préfecture, aux tribunaux de commerce, aux syndics, aux patrons, les travailleurs se sentent soutenus par les élus qui sont les porte-parole de l'ensemble de la population. Face à ces instances les élus peuvent donner aux salariés des éléments pour discuter. La présence des élus ébranle tout ce milieu qui traite d'habitude les travailleurs avec beaucoup de flegme et de désinvolture. Je pense que c'est à ce niveau-là que les municipalités ont pu agir le plus efficacement. Plus que par des engagements financiers : ce n'est pas un rôle qui soit reconnu aux collectivités locales par la loi actuelle. Et il serait illusoire de faire jouer aux élus le rôle d'employeurs et de se substituer aux patrons défaillants. Il y a aussi l'obstacle financier : les communes n'ont pas de moyens pour lutter à armes égales avec les grands groupes industriels.

— Quels moyens les élus socialistes ont-ils à leur disposition ?

— Cela varie d'une région à l'autre. Un des aspects positifs du colloque de « Socialisme et entreprise » a été l'échange extraordinairement riche d'expériences et de points de vue. Le moment est venu d'essayer d'introduire dans ce domaine une plus grande cohésion et une meilleure coordination. Au niveau des instances qualifiées du Parti, de la Fédération des élus, il faut une coordination plus politique. Fondée sur deux principes : exigence de lucidité, c'est-à-dire tenir compte des rapports de forces actuels ; solidarité entre les élus. Sur ce dernier point il faut que les élus qui pourraient s'engager financièrement pensent aux communes qui ne peuvent pas le faire. Il faudrait une pratique identique d'une ville à l'autre. Concrètement, je pense qu'une sorte de S.v.p. mis sur pied par le Parti socialiste, au niveau national, serait nécessaire. Les élus y trouveraient auprès d'experts des conseils juridiques et économiques. Cela leur permettrait de se faire une idée plus juste du problème qui se pose à eux.

Il est bien évident que dans un autre système il faut renverser la logique actuelle et donner aux collectivités locales les moyens d'intervenir. Le Parti socialiste demande qu'un tiers des recettes fiscales soit attribué aux collectivités locales. Une modification et une décentralisation de l'appareil bancaire sont nécessaires : nous sommes favorables à la création de banques publiques régionales d'investissement. Il faut un plan d'économie régional et une organisation du marché du travail. Notamment la coordination de l'A.n.p.e., des Assedic à l'échelon local et régional. Il faut que les collectivités locales, dans le cadre d'une planification nationale, puissent maîtriser davantage le développement économique. Il faut leur donner les moyens de prendre des initiatives.

(propos recueillis par Emmanuèle Plas)

de centrales nucléaires comme à Fessenheim ou des turbines « classiques » comme celles de la plus grande centrale hydroélectrique du monde à Itaïpu sur le fleuve Parana à la limite du Brésil et du Paraguay. De l'autre, des salaires ouvriers oscillant, pour plus d'un millier d'entre eux, entre 2 300 F et 2 500 F par mois. D'un côté, le T.g.v. (train à grande vitesse), réalisation prestigieuse dont les autorités ne cessent de se féliciter, de l'autre un technicien qui, après vingt-huit ans d'ancienneté, touche 4 400 F par mois. Ces distorsions, les grévistes les ont stigmatisées sur une de leurs banderoles : « Pour la technique » suit le dessin d'un T.g.v. ; mais « Pour le progrès social » suit le dessin d'un escargot...

Les grévistes se rendent compte, aussi, qu'au sein d'Alsthom, ils figurent parmi les moins bien lotis. Là encore, la fiche signalétique est belle. Alsthom : dix-neuf établissements, huit filiales à 100 %, 43 000 salariés. En y ajoutant d'autres filiales où la participation d'Alsthom est moindre, on atteint les 50 000 salariés. « Cela nous fait une belle jambe ! » s'indigne une gréviste. De fait, le salaire ouvrier moyen plafonne à 38 000 F par an à Belfort pour 49 000 F au Bourget, 48 000 à La Courneuve et 43 000 à Saint-Nazaire. « Entre 20 et 30 % de différence à notre désavantage », dénonce l'intersyndicale.

Forts de ces découvertes, les grévistes demandent le treizième mois, le salaire minimum à 2 860 F et un allongement des congés payés. Pour y parvenir, ils s'engagent dans un conflit exemplaire à bien des égards.

Premier point d'importance : les cadres et la maîtrise dans leur grande majorité se joignent tout de suite au mouvement. Les premiers parce qu'ils n'en peuvent plus de l'autoritarisme de la direction qui leur refuse jusqu'au droit de faire une suggestion. Les seconds parce qu'ils ne supportent pas le rôle de « garde-chiourme » qu'on les oblige à jouer depuis quelques années.

Au début, le dialogue n'est pas facile. A la C.g.c., on donne facilement dans la cérémonial du « Mesdames, Messieurs ». Et puis, le petit ensemble costume pied-de-poule-cravate-rouge de Pierre Bey se voit dans cette assemblée ouvrière. Mais la bonne volonté est immense. On apprend à se connaître. Aujourd'hui, Bey a laissé tomber les reliquats d'un protocole trop guindé. Les grévistes, eux, se sont fait à son costume. Il ne se passe plus de meeting où l'intervention de la C.g.c. ne soit vivement attendue.

Deuxième point qui pèse lourd dans le déroulement du conflit : dès le début, la municipalité de gauche et tous les élus d'opposition soutiennent activement les grévistes. Outre deux députés socialistes, Jean-Pierre Chevènement et Raymond Forni, 80 % des élus du Territoire de Belfort sont au P.s. Sur vingt villes de plus de 2 000 habitants, trois d'entre elles seulement n'ont pas une direction socialiste.

Et ces gens-là — l'intersyndicale le reconnaît bien volontiers — ne sont pas manchots. Débloquer des crédits, obtenir des banques, des organes de crédit, des impôts, des délais supplémentaires, être là avec leurs écharpes tricolores pour soutenir les manifestations, porter le problème devant l'Assemblée nationale : pendant huit semaines, à leur niveau, ils n'ont pas cessé de faire le maximum. Ils ont même réussi le tour de force de réunir des « Etats généraux du Territoire de Belfort » où toutes les associations et organisations sont représentées. Dans la foulée, les quelques élus de droite ne peuvent s'y soustraire. Et se voient contraints de dénoncer l'attitude de la direction d'Alsthom et de réclamer l'ouverture de négociations. « On s'est vraiment sentis aidés sur le plan matériel et sur le plan moral », constatent de nombreux grévistes.

La population, elle aussi, a pris, dans son immense majorité, fait et cause pour les Alsthomiens. « Normal, rappelle André Kaufmann, secrétaire de l'U.d.-C.g.t. Ici, les trois quarts des familles ont un de leurs membres chez Alsthom. Et si ce n'est pas un parent, c'est un ami. »

La firme est trop liée à l'économie locale pour que les commerçants ne se sentent pas concernés. Alsthom, pour eux, c'est avant tout la manne qui tombe chaque mois : aux alentours de trois milliards de centimes rien que pour les salaires. Ils auraient pu jouer la carte à court terme et se contenter de râler parce que depuis un mois et demi leurs recettes ont baissé de 20 à 50 %. Peu l'ont fait.

« Moi, il n'y a pas de pétard : l'usine ferme. Je n'ai plus de clients. » Marchand de journaux depuis dix ans à côté d'Alsthom, près de la porte Koechlin, Daniel Gillet se fait un peu de mouron. Sans que cela remette une seconde en question son principe de base : « Les ouvriers me font vivre. C'est normal que je les soutienne. » Ne pas voir là un simple calcul intéressé : ce marchand de journaux sait tout sur ses clients. Tout au moins le principal. Il connaît leur salaire et « la difficulté de vivre avec 2 300 F quand la femme ne travaille pas — il n'y a pas d'emploi pour elle par ici — et quand, pour deux gosses, les allocations ne dépassent pas 210 F ».

Des commerçants de Belfort qui ont payé de leur personne pour aider les grévistes, il y en a des dizaines. On ne compte plus les kilos de viande, de merguez, de fruits qu'on leur a donnés. Il y a ce boulanger qui a, plusieurs matins de suite, fait le tour des différents piquets de grève pour distribuer des croissants. Il y a ce pâtissier qui fait une tournée de gâteaux le dimanche. Cet épicier qui a donné cinquante paquets de six yaourts pour la « mômerie », cette garderie pour les enfants organisée par les femmes de grévistes. Et puis il y a tous les autres, ceux qui ont donné de leur temps, de leur argent, des légumes de leur potager.

Ici, c'est une petite vieille qui apporte un quatre-quart encore tout chaud et disparaît aussitôt. Là, c'est un café qui offre les boissons chaudes aux piquets de grève quand le froid pince. Là, encore, c'est un médecin qui dépose trente bouteilles de bon vin « pour réjouir les cœurs ». Ailleurs, on soigne gratis les familles des grévistes, on répare leur voiture à l'œil, on garde leurs enfants pour leur permettre d'aller manifester.

Les grévistes eux-mêmes ne chôment pas. Pour faire connaître leur lutte, ils sont sans cesse par monts et par vaux, inventant chaque jour quelque chose pour se rappeler au bon souvenir de leur p.-d.g. Depuis début du conflit, cent trente millions de centimes sont entrés dans la caisse de solidarité. C'est beaucoup. Mais pas assez, cependant, pour empêcher certaines familles de connaître des situations très pénibles. Des instituteurs le disent : à partir de 10 h 30, il y a des gosses qui somnolent sur leur pupitre parce qu'ils n'ont pas assez mangé. « Non, mais quelle époque on vit ? s'indigne Marinette. Je croyais que Zola, c'était fini ! » Femme d'un salarié d'Honeywell Bull, elle a longtemps hésité. Puis elle s'est décidée. Le soir, dans son bloc d'immeubles aux Résidences, quand tout le monde est couché, elle va sur la pointe des pieds déposer des provisions sur certains paillassons. Elle sait qu'elle n'est pas la seule à le faire : quelque fois, quand elle arrive, il y a déjà des carottes, du chocolat, des mandarines devant une porte. Alors elle rajoute, sans chercher à savoir qui l'a précédée, en faisant bien attention de ne pas se faire voir. Le lendemain, quand on se croise entre voisines, on se salue comme si de rien n'était. Avec un tout petit peu plus de conviction, peut-être. Mais pas plus. « Du bricolage ! » enrage Marinette. Je me fais l'effet d'être une dame de bonnes œuvres ! » En attendant, c'est sans doute grâce à ce bricolage tous azimuts que cette grève « de la dignité » a pu tenir jusqu'à maintenant. Et a des chances de tenir encore.

Maintenant, on le sait, la partie se joue à Paris et dépasse largement le treizième mois des Belfortains. « Tout laisse supposer, affirme Chevènement, que la direction de la C.g.e. essaie de monnayer les avantages concédés aux grévistes de Belfort contre des subventions nationales pour combler les déficits des chantiers de Saint-Nazaire. Une entreprise de carnassiers qui vit sur les fonds publics et que nous allons proposer de nationaliser. »

Dans l'usine de Belfort, les grévistes ont du mal, pour le moment, à voir beaucoup plus loin que leurs fins de mois. Mais comme ils l'ont écrit sur tous les murs de l'usine : « Luttons, il en restera toujours quelque chose. » ●





Pascal Lebrun

Radio *Alsthom.*



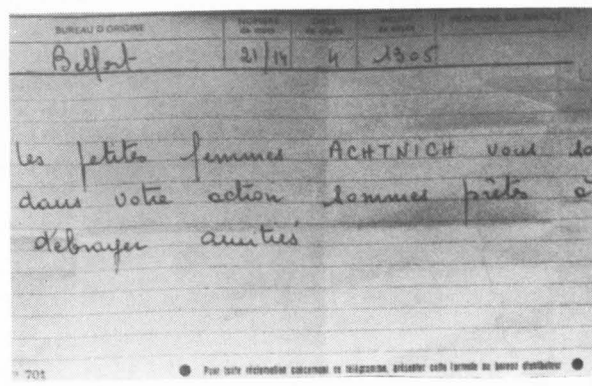
Sygma

Raymond Forni, Jean-Pierre Chevènement et Emile Gehant.









« L'Unité » n° 359

Dollar : la main passe

Après tout, le dollar a régné en maître plusieurs décennies, il peut bien mettre quelques années pour ne plus être qu'une monnaie comme les autres

PAR GUY PERRIMOND



L'HISTOIRE a besoin de prétexte. Toute tragédie a ses trois coups frappés lentement, alors que les spectateurs terminent leurs discussions, n'en finissent pas de se mettre en place. Et les « otages de Téhéran », l'imbroglio diplomatique qui a suivi, la lente montée de la tension, l'impression qu'aucun des partenaires ne sait comment finira l'histoire sont un peu les trois coups d'une nouvelle époque.

Car il ne faut pas s'y tromper : les « otages » focalisant l'intérêt du public, des mass média et des hommes politiques peuvent encore faire la une des journaux — ils sont après tout un prétexte suffisant —, mais l'essentiel est ailleurs, dans ce qui commence à inquiéter les banquiers, les ministres des Finances, les pétroliers. L'important ce sont les rapports entre le pétrole et le dollar, l'avenir du système monétaire. Bref, les employés, espions ou non de l'ambassade américaine de Téhéran, les « étudiants islamiques », manipulés ou non, qui l'occupent seront oubliés depuis longtemps alors que les vagues déclenchées par la décision iranienne de retirer ses avoirs en dollars des banques américaines et de remplacer le dollar pour ses ventes de brut feront encore sentir leur effet.

En 1973, les pays exportateurs de pétrole avaient appris qu'ils pouvaient jouer sur les prix, exiger que la rente pétrolière soit revalorisée et mieux partagée. Bref, ils avaient découvert qu'il était possible — quelques-uns furent étonnés de la facilité des choses — de s'enrichir à leur tour.

Mais le système capitaliste a de nombreux ressorts. Et très vite la « logique » a repris ses droits. Jouant tout à la fois sur la valeur du dollar, sur la baisse de consommation davantage due à la chute de production qu'à des économies réelles et sur l'inflation, les pays consommateurs les plus riches, ceux qui exportent des produits manufacturés, ou des produits alimentaires de base, surent faire la part du feu, en un mot « reprendre leurs billes ».

Petit à petit les pays exportateurs apprirent que, s'ils voulaient vraiment demeurer maîtres de leurs décisions, il leur faudrait tout à la fois jouer sur les prix, sur la pompe — c'est-à-dire n'offrir en volume que ce que le reste du monde pouvait absorber — et, enfin, se libérer d'une monnaie qui est tout à la fois monnaie de transaction et monnaie de réserve.

Mais il est difficile lorsque des liens étroits vous attachent au pays phare de l'Occident de prendre de telles décisions. Certes, dans chacun des pays exportateurs des voix s'élevaient réclamant tantôt des hausses de prix pour rattraper l'inflation mondiale, tantôt des réductions d'extraction pour conserver un produit se réévaluant sans cesse, ou encore la désignation d'un panier de monnaies pour remplacer le dollar.

Mais aucun n'avait le courage — suicidaire pensaient bon nombre — de tout vouloir tout de suite. Car le déséquilibre ainsi créé risquait fort de rejaillir sur eux, de freiner les débuts d'une industrialisation, de stopper la croissance des consommations individuelles. Ici et là, un responsable politique se risquait aux pronostics : « Nous sommes sortis du désert et de la pauvreté il y a trop peu de temps pour ne pas avoir peur d'y retourner. Il n'en est pas de même pour vous... ».

La révolution iranienne, sans le vouloir peut-être, a radicalement modifié le paysage. On le sait, les révolutions sont aveugles, iconoclastes, ravageuses. Retrouver sa dignité passe souvent par la toute simple vengeance, ce « grand soir » mythifié par le Mouvement ouvrier européen. A Téhéran, la logique habituelle n'a plus cours. Dans l'imbroglio iranien surnagent quelques volontés qui se résument à ceci : agir autrement qu'avant. Et l'aspect « islamique » complique les choses. Là, la loi n'est pas encore celle de l'individu et de la propriété, elle est celle de Dieu. Et la responsabilité des actes individuels se mesure à l'aide que Dieu leur apporte ! Si l'on ajoute la compétence de techniciens et de technocrates formés dans les meilleures écoles américaines au nationalisme exubérant d'un peuple se sentant enfin lui-même, on comprend que des exigences puissent être formulées. Celles justement devant lesquelles les pays les plus « progressistes » avaient jusqu'à présent renablé. C'est parce qu'un pouvoir n'existe pas encore, que rien n'est installé, que les luttes internes se déchaînent, qu'il a pu en être ainsi.

Et la riposte de Carter n'a fait que compliquer les choses. En ordonnant le gel des avoirs iraniens, le président des Etats-Unis a ouvert une boîte de pandore. Car la mesure est grave. Même si les diplomates réussissent dans les jours ou les semaines qui viennent à « rattraper le coup », c'est la confiance dans le système qui est atteinte.

Pour tous les Etats ayant déposé l'essentiel de leurs pétro-dollars aux Etats-Unis, la

Le P.c.f. et l'Iran

« L'HUMANITE » défend, à l'en croire, une certaine « morale journalistique ». Celle-ci serait-elle fondée sur le mensonge systématique ? En voici un autre exemple.

Samedi dernier, l'organe central du P.c.f. titrait en première page : « A l'Assemblée européenne : accord contre l'Iran de l'extrême-droite aux socialistes. Seuls les communistes dénoncent la sainte-alliance hostile aux peuple iranien réalisée à Strasbourg. »

Et la même information était titrée encore plus sommairement en page sept : « Des néo-fascistes italiens aux socialistes français... »

De quoi s'agissait-il ? D'une proposition de résolution due à l'initiative du groupe socialiste européen et condamnant la détention d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran. Les autres groupes de l'Assemblée de Strasbourg se sont ralliés à ce texte, mais ce que ne dit pas « l'Humanité » c'est que les communistes italiens l'ont également votée et que donc les communistes français ont été les seuls à refuser de condamner la prise d'otages.

Roger-Gérard Schwarzenberg, qui a défendu la proposition de résolution socialiste, a d'ailleurs adressé à Roland Leroy, directeur de « l'Humanité » la lettre suivante :

« Monsieur le directeur,

« Il me paraît directement contraire à la réalité de présenter comme une absolution du régime du chah la résolution que nous avons soutenue à l'Assemblée européenne sur la prise d'otages de Téhéran.

« Dès le 14 novembre, dans la discussion sur l'urgence de cette résolution, j'ai rappelé notre dénonciation du régime du chah que j'ai qualifié de « régime de violence et d'arbitraire, régime de sang et de terreur ».

« Le 16 novembre, dans le débat sur le fond, j'ai commencé mon intervention par ces mots : « Personne ici ne peut se tromper sur le sens de notre démarche, car chacun se rappelle les initiatives et les votes antérieurs de notre groupe dans le Parlement précédent. C'est en effet sur le rapport de notre camarade Jean-Pierre Cot que l'Assemblée a adopté une résolution en date du 18 janvier 1979, portant condamnation solennelle des violations des droits de l'homme sous le régime impérial. »

« Puis-je vous indiquer aussi, puisque votre correspondant ne le fait pas, que les élus communistes italiens ont voté, le 16 novembre, notre résolution sur la prise d'otages de Téhéran ?

« Je serais heureux que cette lettre soit portée à la connaissance de vos lecteurs. »

A L'ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

Accord contre l'Iran de l'extrême-droite aux socialistes

Seuls les communistes dénoncent la sainte-alliance hostile au peuple iranien réalisée à Strasbourg

Hier, à Strasbourg, la majorité de l'Assemblée européenne — des néo- le fas- fascistes italiens aux socialistes français — a adopté

ASSEMBLÉE EUROPÉENNE

Des néo-fascistes italiens aux socialistes français...

Les communistes dénoncent la sainte-alliance

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Iran : qui commande qui ?

La désagrégation de l'Etat, si chère voici peu à Abol Hassan Banisadr, a ouvert la porte à tous les excès et à toutes les provocations

PAR JEAN-LOUP REVERIER

APRES quinze jours de détention, la libération à Téhéran de treize des soixante-quinze otages de l'Ambassade des Etats-Unis n'a rien résolu. La confusion propre à la révolution islamique s'aggrave chaque jour. La disparition du gouvernement de Mehdi Bazargan n'a donc pas permis de recoller les morceaux d'un exécutif en miettes. La désagrégation de l'Etat, si chère voici peu encore à Abol-Hassan Banisadr, a ouvert la porte à tous les excès et à toutes les provocations. Il n'en manque pas. La République islamique y survivra-t-elle ?

Les adversaires du nouveau régime sont nombreux. Hors d'Iran, celui-ci fait à peu près l'unanimité contre lui. Pour des raisons où les intérêts en jeu l'emportent de loin sur la condamnation propice — souvent justifiée — de ses méthodes. En Iran même, l'unité réalisée contre le chah n'est plus évoquée qu'avec nostalgie. Rarement avec remords (cf « l'Unité » n° 358). Circonstance aggravante, les prochaines échéances électorales (référendum sur la Constitution, élections présidentielles et législatives) ont déchaîné la compétition entre les clans des nouveaux dirigeants. La détérioration visible de la santé de l'ayatollah Khomeyni n'arrange rien.

Seul à conserver une certaine autorité, Khomeyni lui-même est parfois pris de vitesse par les initiatives « du peuple ». S'il a choisi, après coup, d'endosser la responsabilité de la prise d'otages à l'Ambassade, il ne semble ni l'avoir inspirée ni en contrôler le processus. Au point que la libération décision prise signifie tout simplement qu'elle peut l'être à nouveau. Dès lors, pourquoi mettre tous ses œufs dans le même panier. Même sans crise majeure dans les mois qui viennent, un lent glissement s'opérera. Par « petits paquets » le matelas de dollars placé aux Etats-Unis rejoindra les banques suisses, allemandes, parfois japonaises et anglaises, ou même françaises. Et les dollars seront convertis en marks, francs suisses, yens, etc.

Ce mouvement sera lent car, à le précipiter, les détenteurs de dollars risqueraient de précipiter sa chute. Et ils n'y ont pas intérêt. Mieux vaut l'effritement, la lente perte de substance...

En guise de riposte, les responsables iraniens ont décidé de ne plus accepter de paiement en dollars contre leur pétrole, de cesser même d'utiliser les dollars pour l'ensemble de leur commerce. Qu'une telle proposition soit adoptée par l'ensemble des pays exportateurs de pétrole relève de l'utopie. Pourtant l'Algérie a déjà demandé de « reconsidérer le rôle du dollar dans le commerce des hydrocarbures ».

Dans un premier temps, la conséquence directe des événements actuels se résumera à une augmentation du prix du brut : certains experts annoncent 30 dollars le baril pour janvier prochain et 40 dollars pour fin 1980. La ponction sur les économies occidentales sera sévère. Puis viendra l'indexation, c'est-à-dire la ponction permanente. Enfin la définition d'une monnaie nouvelle — un panier où figurera le dollar — qui permettra de stabiliser enfin le commerce international.

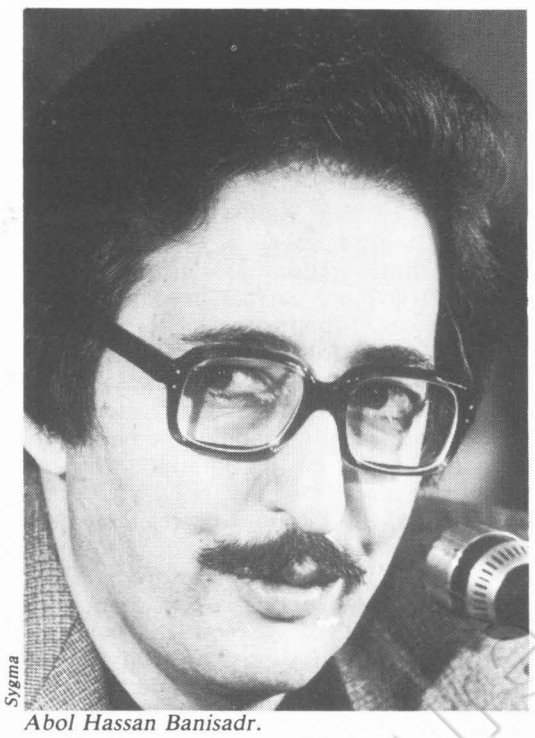
Dans les milieux bancaires l'inquiétude pointe, accrue par les manifestations d'Islamabad et les prises d'otages de La Mecque. Car les cambistes les plus au fait tirent de tout cela deux conséquences : une lente chute du dollar compensée par une montée du mark. Avec, pour la France, les distorsions qu'une telle évolution infligera à nos échanges. Et les plus pessimistes entendent déjà des bruits de bottes, oublieux que les situations nouvelles ne se règlent pas avec de vieux remèdes.

Tout cela prendra du temps. Mais après tout, le dollar a régné en maître durant plusieurs décennies, il peut bien mettre plusieurs années pour ne plus être qu'une monnaie parmi les autres. Ce jour-là, les protagonistes à l'œuvre à Téhéran seront oubliés. Et pourtant... ●

des femmes et des Noirs, ces treize Américains représentant selon leurs anciens gardiens les « minorités opprimées » aux Etats-Unis, ne s'est pas faite sans mal. Le propre fils de Khomeyni l'a constaté avec une certaine amertume.

Considéré — un peu à la hâte — comme le nouvel homme fort, Banisadr déchante aussi. Lui qui déplorait la mollesse et les insuffisances révolutionnaires du gouvernement Bazargan, il peut mesurer maintenant les dangers d'une situation que personne n'est à même de maîtriser. L'enthousiasme soulevé dans de larges couches de la population iranienne par l'initiative « anti-impérialiste » des étudiants islamiques interdit aux actuels responsables de condamner leur acte. Le Conseil de la Révolution a toutefois pris ses précautions pour l'avenir en concluant de la sorte un communiqué publié dimanche dernier : « A partir d'aujourd'hui seront considérées comme contre-révolutionnaires les manifestations, les prises d'otages, les grèves, sous quelque prétexte que ce soit. Le Conseil réagira à toutes les actions de ce genre. »

En privé, certains dirigeants iraniens ne cachent pas leur embarras ou leurs réserves. La prise d'otages ternit considérablement « l'image de marque » de leur révolution. Elle isole encore davantage l'Iran. Ainsi les mesures préconisées par Banisadr contre l'impérialisme américain — interruption des ventes de pétrole aux Etats-Unis, règlement du pétrole iranien en monnaies autres que le dollar, transfert des pétrodollars iraniens hors des Etats-Unis — ont-elles pâti de la prise d'otages. Sans cet « excès », le président Carter n'aurait probablement pas eu les mêmes capacités de riposte. Au demeurant, il a trouvé à Téhéran des alliés objectifs contre Banisadr. En



Sygma

Abol Hassan Banisadr.

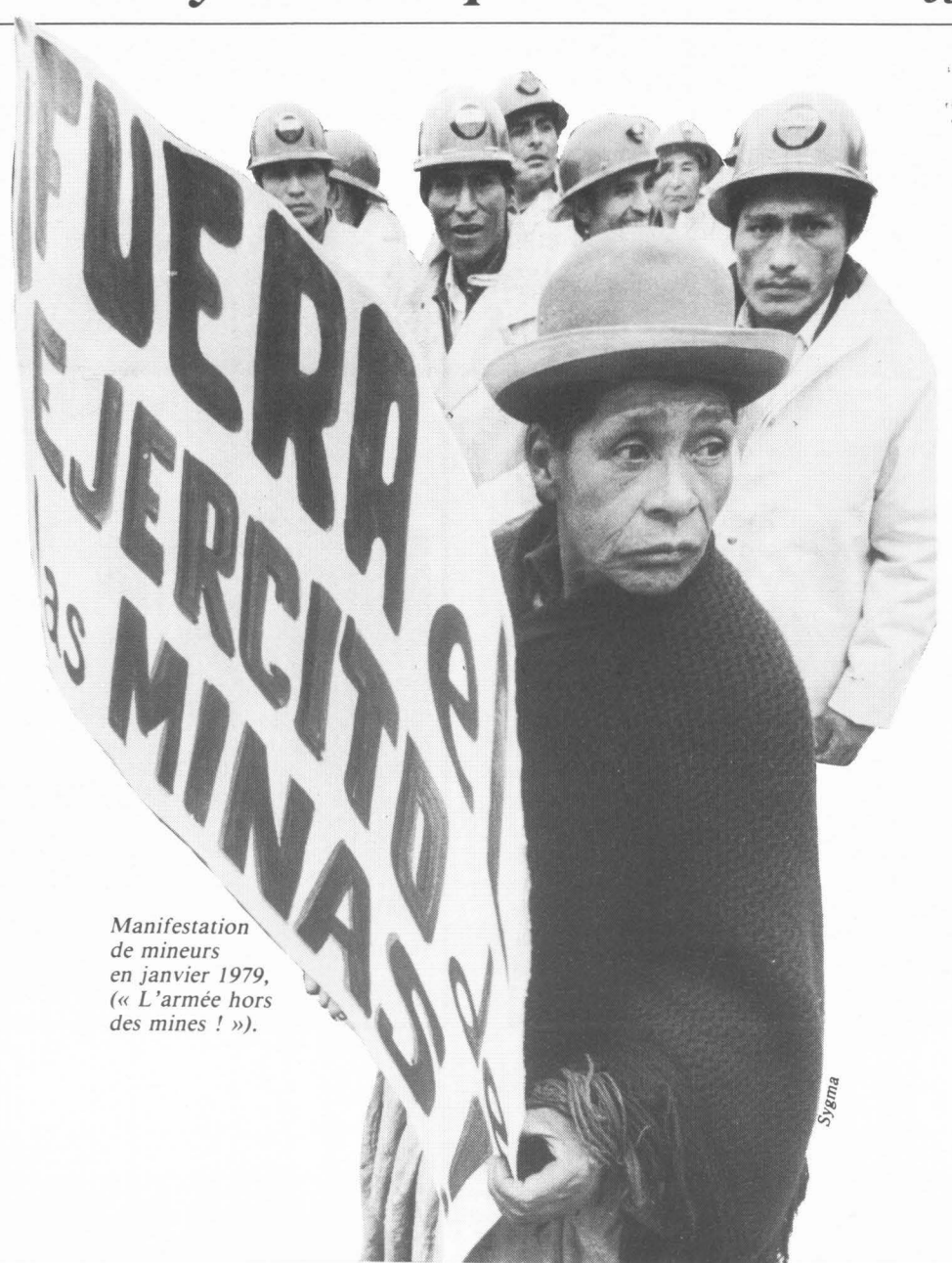
premier lieu, chez les étudiants qui occupent l'ambassade et persistent aveuglément à vouloir conserver leurs otages qu'ils entendent même juger ! Ensuite, les oppositions internes au Conseil de la Révolution où Sadegh Ghotbzadeh (directeur de la radio-télévision), l'ayatollah Behechti (secrétaire du Conseil), Ali Akbar Moinfar (ministre du pétrole) et quelques autres s'acharnent à contrer les décisions et à démentir les déclarations de Banisadr. Présenté comme trop mou face aux Américains par des hommes dont l'hostilité envers les Etats-Unis et l'impérialisme n'est pourtant pas un des traits marquants, Banisadr paye aujourd'hui le fait de s'être trop exposé dans une période pré-électorale où tous les coups semblent permis. Les initiatives révolutionnaires « du peuple », autrement dit les agissements de tel comité ou tel groupuscule dont personne ne distingue clairement la ligne ni quels sont les leaders, font désormais partie des « peaux de banane » que les dirigeants iraniens se jettent les uns aux autres.

On comprend, dans ces conditions, l'inquiétude que suscite le sort des quarante-neuf otages restant. Que vont faire les Etats-Unis ? Sans qu'on puisse d'emblée écarter toute intervention militaire, une telle hypothèse serait certainement fatale aux otages. Par ailleurs, le traité irano-soviétique autorise l'Armée rouge à intervenir en Iran si des événements de nature à mettre en jeu sa sécurité y intervenaient. Or, les Soviétiques n'ont pas caché leur hostilité à toute opération militaire américaine dans ce pays. Face aux événements chez son voisin du sud, l'attitude de l'U.r.s.s. est d'ailleurs pour le moins ambiguë. Elle a voté à l'O.n.u. dans le sens souhaité par les Etats-Unis (pour repousser les exigences iraniennes tant que les otages n'auront pas été libérés). Mais elle a diffusé des émissions en persan vers l'Iran qualifiées d'« incendiaires » par les Etats-Unis qui ont finalement obtenu leur interruption. Très lié à Moscou, le Parti communiste iranien (le Tudeh) appuie sans réserve ce qui se passe à l'ambassade de Téhéran. Tout cela vaut d'être pris au sérieux.

Appuyé par une opinion excédée, Carter semble déterminé à poursuivre dans le sens de la fermeté. Il n'en reste pas moins que la situation s'enlise. Qui peut aujourd'hui en prévoir l'issue ? ●

Bolivie : en attendant le énième putsch

Entre l'armée - la plus putschiste du continent - et la C.o.b. - la centrale syndicale la plus combative - l'affrontement est inévitable



Sygma

Manifestation de mineurs en janvier 1979, (« L'armée hors des mines ! »).

ERWAN DEREDEC

DEUX semaines après le coup d'Etat du 1er novembre, déclenché quelques heures seulement après la clôture de l'assemblée générale de l'O.e.a. à La Paz, le colonel Alberto Natusch Busch s'est vu obligé de se retirer et de remettre le pouvoir aux civils, au soulagement général de la population bolivienne. La présidente du congrès, Lidia Gueiler, assume désormais la présidence de la République. Elle doit en principe, après un intérim dont il serait hasardeux de pronostiquer la durée réelle, laisser la place en août prochain à un président issu d'élections. Troisièmes élections en trois ans. Celles de 1978 et 1979 n'ayant pas permis d'assurer « la transition vers la démocratie » préconisée par le président Carter pour l'Amérique latine et dont la Bolivie devait constituer, avec l'Equateur et le Pérou, l'une des illustrations. La victoire aux urnes de la coalition de gauche (M.n.r. de gauche, Mir, P.c. pro-soviétique et autres organisations mineures) ayant chaque fois été annulée par les militaires ou le congrès.

Soulagement donc, même si personne ne crie victoire. Le prix payé par la résistance à l'aventure fasciste d'un secteur de l'armée et de quelques hommes politiques est très lourd : plus de quatre cents morts (y compris des cadavres que l'armée a fait disparaître) à La Paz où ont eu lieu les princi-

paux affrontements, des centaines de blessés.

On savait à La Paz que le colonel Natusch, ancien ministre de l'Agriculture de Banzer et co-responsable à ce titre de massacres de paysans, conspirait avec certains des leaders les plus en vue du vieil M.n.r. Le Mouvement nationaliste révolutionnaire avait pris en main les affaires du pays à la faveur de l'insurrection populaire de 1952 puis avait été écarté du pouvoir en 1964 par le coup d'Etat du général Barrientos. Depuis, les rivalités personnelles entre les chefs historiques du « movimientismo », version bolivienne du populisme latino-américain, n'ont cessé de s'accentuer, donnant lieu à des divisions, des scissions et des alliances parfois étonnantes.

Certains des leaders, dont Victor Paz Estenssoro, principale figure du M.n.r., ont tenu pour prioritaire la réconciliation du « parti de la Révolution de 1952 » et des militaires. La révolution s'appuyant sur les milices populaires et la police avait anéanti une armée jusque-là au service exclusif des trois grands magnats de l'étain (Patino, Aramayo et Hotschild). Mais celle-ci fut reconstituée avec l'aide américaine dans la perspective d'une lutte contre la « subversion » interne. Ses principaux faits d'arme sont l'anéantissement de la guérilla du Che ; le massacre des mineurs de Siglo XX en 1967 ; le bain de sang d'août 1971 mettant fin à une expérience populaire de quelques mois rendue possible par la prise du pouvoir par le général progressiste Juan José Torres. Puis une répression de sept ans.



NOUVEL EQUIPEMENT DE L'ARMÉE BOLIVIENNE

1964-1979 : QUINZE ANS DE REGIMES MILITAIRES

6 novembre 1964 : coup d'Etat du général Barrientos.

27 avril 1969 : mort de Barrientos dans un accident d'hélicoptère.

Avril-septembre 1969 : Adolfo Siles Salinas président civil.

26 septembre 1969 : coup d'Etat du général Ovando.

6 octobre 1970 : coup d'Etat du général Miranda, puis du général Torres.

21 août 1971 : coup d'Etat du colonel Banzer.

9 juillet 1978 : élections présidentielles et législatives. Victoire officielle du général Pereda (et officieuse de Herman Siles Suazo).

21 juillet 1978 : coup d'Etat du général Pereda.

24 novembre 1978 : coup d'Etat du général Padilla.

1er juillet 1979 : nouvelles élections présidentielles et législatives (Herman Siles Suazo l'emporte de justesse sur Victor Paz Estenssoro. Le Congrès ne parviendra pas à les départager).

6 août 1979 : le Congrès élit Walter Guevara Arce à la présidence de la République à titre intérimaire.

1er novembre 1979 : coup d'Etat du colonel Natusch Busch.

16 novembre 1979 : démission de Natusch. Le congrès élit Lidia Gueiler comme président intérimaire.

Soucieux d'éviter à son parti le sort de l'A.p.r.a. péruvien, écarté du pouvoir pendant des décennies en raison de l'hostilité des forces armées à son égard, Victor Paz Estenssoro a pris part en 1971 au coup d'Etat de Banzer. Il n'est pas exclu qu'il ait, lors des derniers événements, permis à certains de ses plus proches collaborateurs de comploter avec Natusch, quitte à les désavouer ensuite devant la résistance généralisée de la population. Autre chef historique du M.n.r., vainqueur des élections de 1978 et de 1979 à la tête de la coalition de gauche (mais dépossédé dans l'un et l'autre cas de sa victoire), Herman Siles Suazo, quant à lui, a cru longtemps pouvoir compter sur des éléments progressistes de l'armée. Ou, à défaut, sur la mentalité constitutionnaliste des officiers qui ont assuré, entre novembre 1978 et juillet 1979, le transfert du pouvoir des militaires aux civils : le général Padilla et les colonels Prado et Lopez Leyton.

Cette confrontation de l'armée et des diverses fractions, parfois irréconciliables, du populisme, domine la scène politique bolivienne. Une fois estompés les moments forts de la Révolution de 1952 (nationalisation des mines, réforme agraire, tentative de mise en place d'un capitalisme national), on a pu croire que les militaires avaient définitivement relégué les populistes dans les coulisses. Les élections de ces deux dernières années et les scores des deux « frères ennemis », Victor Paz Estenssoro et Herman Siles Suazo, lors de la consultation de juillet 1979 ont balayé cette illusion, au point que depuis quelques mois on ne parlait plus que de la réunification du M.n.r.

Bourgeoisie faible

Face à cette possibilité, l'armée se trouvait divisée entre partisans du retour aux casernes et adeptes de « la stratégie de la sécurité nationale ». Parmi ceux-ci les « banzeristes » ont gardé une influence et une capacité de manœuvre qu'ils entretiennent en brandissant des menaces souvent imaginaires ou franchement dépassées : l'antimilitarisme du M.n.r. de 1952 ; le guérillérisme supposé du Mir (Movimiento de Izquierda revolucionario) à ses débuts, ce parti étant aujourd'hui le principal soutien d'Herman Siles et s'étant rapproché ces dernières années de l'Internationale socialiste, le souvenir de la guérilla du Che qualifiée d'« invasion étrangère » ; etc.

Les mêmes secteurs ont su mettre à profit les remous que provoquaient à l'intérieur de l'armée le procès intenté par le parlement à Banzer et à son régime. Ce « jugement des responsabilités » dont l'initiative revenait au leader du Parti socialiste, Marcelo Quippuga, procureur rigoureux et brillant, avait eu le don d'exacerber la susceptibilité militaire. Les forces armées craignaient de voir étalées au grand jour une corruption et des actions criminelles dans lesquelles les seuls impliqués n'étaient pas les collaborateurs immédiats de Banzer. Aussi répliquaient-elles par une campagne dénonçant l'incapacité du parlement à remplir sa tâche de législateur, la faiblesse de l'exécutif, le pouvoir à ses yeux démesuré de la centrale ouvrière, etc.

En fait, donnant des leçons, lançant avertissements et menaces, jugeant et refusant d'être jugée, l'armée n'a pas cessé de se considérer comme le vrai pouvoir ayant tutelle sur le gouvernement civil de Walter Guevara.

En Bolivie plus qu'ailleurs en Amérique latine, la prédominance de la « voie militaire », l'atomisation des partis et l'incapacité de la classe politique à gouverner le pays sont directement liés à la faiblesse de la bourgeoisie. Le projet de création d'une bourgeoisie nationale et d'une « démocratie » à la mexicaine, caractéristique du « movimientismo », s'est brisé contre les écueils de la dépendance, en l'occurrence le contrôle américain du marché de l'étain, la reconstitution d'une armée à des fins contre-insurrectionnelles, les diktats du F.m.i. et autres agences internationales, etc.

Une bourgeoisie faible, mais une classe ouvrière qui n'a peut-être pas d'égale en Amérique latine pour sa combativité, son unité et sa conscience de classe, et dont le principal noyau est constitué par les quelque soixante mille mineurs de l'entreprise nationalisée (la Comibol). Les tentatives du M.n.r. pour intégrer l'ensemble des forces sociales et politiques se sont également heurtées à la farouche volonté d'indépendance de cette classe ouvrière solidement regroupée autour de la C.o.b. (Central obrera Boliviana). Celle-ci, créée au moment de la révolution, n'a cessé depuis de s'affirmer

P.c.i. : la bombe Amendola

La "bombe" Amendola a-t-elle fait long feu ? Elle aura en tout cas fait surgir au grand jour un débat qui couvait depuis plusieurs mois au sein du P.c.i.

PAR ANTOINE VIOLET

TOUT a commencé le 9 novembre avec un long article que le vieux leader de ce que l'on appelle l'« aile droite » du P.c.i. — qui surmonte avec un grand courage une grave maladie — a publié dans l'hebdomadaire officiel du parti « Rinascita ». Sous le titre apparemment anodin « Interrogeons-nous sur l'affaire Fiat », Amendola retraçait, en remontant à 1925, un demi-siècle d'histoire du mouvement ouvrier italien, dont la lutte des travailleurs de la puissance firme automobile de Turin a toujours constitué un aspect exemplaire. Rappelant le « long silence » de l'époque fasciste puis la grève de mars 1943 qui a été le signal de l'écroulement du régime et le début de la Résistance, mais aussi les changements intervenus à partir de 1948 avec la rupture de l'unité syndicale, il affirmait : « Turin a toujours été le signe avant-coureur de ce qui survient dans le pays. »

Or, selon Amendola, le licenciement de soixante et un ouvriers décidé récemment par la direction de Fiat à la suite d'actes de violence, même s'il est inacceptable, est la conséquence de l'erreur commise par les syndicats lorsqu'ils ont refusé de condamner ces violences, qui, estime-t-il, ne sont pas sans lien avec le terrorisme qui sévit en Italie. Critiquant vivement l'action des syndicats (revendications incontrôlées, égalitarisme exaspéré, refus de dire la vérité aux travailleurs sur la nécessité d'une politique d'austérité, etc.), Amendola débouchait naturellement sur une série de griefs à l'encontre de la direction de son parti, qui n'a pas jugé comme il le fallait le comportement des syndicats et qui n'a pas su porter la lutte politique dans les entreprises à partir de la ligne d'austérité et d'unité nationale décidée au dernier congrès du P.c.i., au printemps 1979, ligne qui doit aller, selon Amendola, jusqu'à une réglementation du droit de grève.

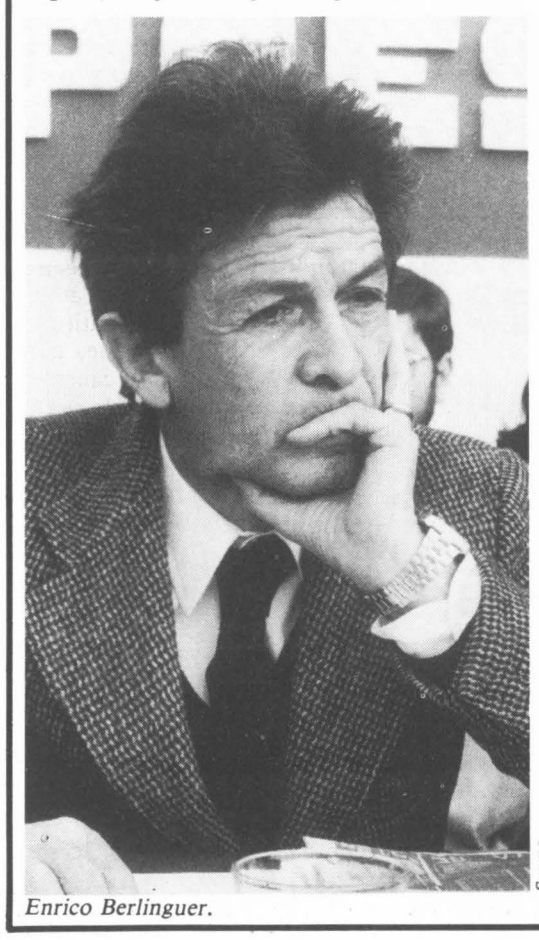
« L'action du Parti, concluait-il, a trouvé de sérieuses limites du fait de la présence en son sein de zones de sectarisme et de refus de la ligne politique adoptée, fondés sur le souci de ne pas subir une critique de gauche. »

Enrico Berlinguer, qui depuis plusieurs années gouverne le Parti en maintenant un savant équilibre entre son aile droite et son aile gauche, animée notamment par l'ancien président de la Chambre des députés Pietro Ingrao, ne pouvait pas ne pas se sentir visé par cette attaque que Giorgio Amendola a reprise à peu près dans les mêmes termes au Comité central de la semaine dernière. Plutôt que de laisser la « gauche » répondre, ce qui l'aurait placé en position inconfortable, le secrétaire général a pris les devants, reprenant point par point les arguments d'Amendola et rétorquant que demander des sacrifices aux travailleurs ne signifiait pas qu'on leur impose de renoncer aux revendications matérielles. Reprochant au vieux leader napolitain de vouloir reculer devant la pression du capitalisme, Berlinguer a repris la thèse qui lui est chère en soulignant que la tâche du Parti est de « créer de nouveaux équilibres, de nouvelles opportunités, de nouvelles compatibilités qui tiennent compte des risques mais surtout des ruptures et des conquêtes réalisées pour aller de l'avant au lieu de se replier ».

Cette nouvelle version du « compromis historique », adaptée aux circonstances et l'expression elle-même n'étant plus prononcée, a été acceptée par le Comité central. Mais elle ne met pas fin au débat ouvert par Amendola. Pas plus qu'elle n'efface le malaise qui est ressenti depuis longtemps déjà à la base du Parti et qui s'est accentué après le recul électoral du printemps dernier.

De nombreux dirigeants du P.c.i. sont aujourd'hui d'accord pour admettre que celui-ci paie l'erreur commise après l'assassinat d'Aldo Moro. La position très ferme contre le terrorisme prise par le Parti a, en effet, apporté un soutien à la direction de la Démocratie chrétienne qui en a d'autant mieux tiré parti que, dans le même temps, n'était pas suffisamment mise en lumière l'opposition des communistes à sa gestion gouvernementale. Après les grands succès électoraux de 1975 et 1976 qui semblaient ouvrir de nouvelles perspectives, le compromis historique a donc abouti à une impasse dont le P.c.i. ne sait plus très bien comment sortir aujourd'hui. Il n'attend pas grand-chose de la Démocratie chrétienne dont le congrès a été renvoyé au mois de janvier, et si au cours des deux ou trois derniers mois les relations avec le P.s.i. se sont améliorées, l'arithmétique électorale italienne ne permet toujours pas de fonder une stratégie sur la seule union de la gauche.

Dans un tel contexte, l'offensive soudaine d'Amendola aurait pu faire de sérieux dégâts. Berlinguer a habilement colmaté la brèche mais il est le premier à savoir qu'on ne supprime pas un problème en le niant. ●



Sygma

Enrico Berlinguer.



Giorgio Amendola.

face à l'armée comme la seule organisation capable de mobiliser, de résister, de durer. Elle l'a montré pendant la dictature banzeriste : la résistance s'est organisée autour des mineurs et ce sont des femmes de mineurs qui ont lancé la grève de la faim de janvier 1978, point de départ d'une mobilisation massive ayant abouti à la chute du régime institué par Banzer en 1971. Les événements de ces dernières semaines ont procuré une nouvelle illustration de l'affirmation selon laquelle il n'y a en réalité en Bolivie que deux forces organisées en présence : l'armée et la C.o.b.

Face à la fraction dure de l'armée déterminée à écraser toute opposition, il est apparu très vite que le congrès n'était pas en mesure d'imposer une solution politique. Les officiers constitutionnalistes quant à eux, neutralisés par les putschistes, n'étaient pas en position d'affronter ceux-ci sur le terrain militaire et ils n'étaient d'ailleurs pas décidés à prendre le risque de diviser l'armée. Et aucun parti n'était en état de diriger, d'orienter et encore moins d'animer la résistance populaire. Dans cette situation, la responsabilité de la direction du mouvement est une fois de plus retombée sur la C.o.b. La plupart des partis de gauche ont d'ailleurs adhéré à la consigne : formation de comités démocratiques antifascistes autour de la C.o.b.

Mais le peuple n'a pas attendu les consignes pour déclencher la grève générale, lever des barricades et affirmer, par les moyens limités dont il disposait, son rejet des militaires putschistes. Dans les quartiers populaires de La Paz on a ressorti les vieux fusils distribués par le M.n.r. en 1952. En province les mineurs armés de dynamite et reliés par leurs radios clandestines ont attendu sur le pied de guerre que les militaires fassent un pas dans leur direction. Ceux-ci n'ont pas osé, mais dans la capitale ils ont répondu par une répression féroce à la grève, aux barricades ou tout simplement aux huées dont les piétons ponctuaient leur apparition dans les rues. Les journées les plus sanglantes ont été celles des 3, 4 et 5 novembre. Tanks patrouillant dans la ville ou donnant l'assaut aux quartiers insurgés, avions et hélicoptères mitraillant et lâchant des bombes, feux de bengale permettant la chasse à l'homme la nuit... Des groupes de mineurs et de paysans qui ont voulu répéter l'expérience de 1952 et descendre sur La Paz pour « en finir » avec les militaires se sont fait massacrer dans les larges avenues en terre du bidonville qui domine la capitale à plus de quatre mille mètres.

Aucune grève cependant n'échappe à l'usure et le niveau d'organisation et d'armement des masses rendait irréaliste la

Sygma



Mineurs boliviens.

thèse trotskyste selon laquelle le mouvement de résistance pouvait déboucher sur la prise du pouvoir par les ouvriers insurgés. Conscients des limitations du mouvement, confrontés à la faillite du parlement et des officiers « constitutionnalistes », les dirigeants de la C.o.b. dans la clandestinité adoptèrent le mercredi 7 la décision de suspendre la grève générale. En échange de la levée des mesures d'exception (loi martiale, censure totale de la presse et des radios, etc.), du rétablissement des libertés syndicales, politiques et d'information, et de la libération des personnes détenues à l'occasion des événements. Il s'agissait, pour Juan Lechin et les autres responsables, d'obtenir, pendant qu'il en était encore temps, que soit rétabli un espace démocratique que puissent occuper toutes les forces opposées à Natusch (presse, Eglise, parlement, secteurs muselés de l'armée, etc.), que soit mis un terme au massacre et évitée l'institutionnalisation d'un régime qui avait montré sa volonté de durer et d'appliquer les mêmes méthodes que Videla et Pinochet. Il s'agissait aussi de permettre aux grévistes de reprendre des forces avant une éventuelle poursuite de l'action.

Le travail reprenait tout d'abord à La Paz après une semaine de grève quasi totale. De nombreuses personnes ne cachaient cependant pas leur déception et dans les mines les travailleurs demandaient la poursuite de l'action jusqu'au départ de Natusch. Finalement, après que la C.o.b. eut réaffirmé son opposition au colonel et son refus de participer à une formule de triumvirat avec les forces armées et le congrès, après une prolongation de la grève en signe de deuil pour les victimes de ce qu'on appelle déjà le « massacre de la Toussaint » (les petits commerçants et les transporteurs ont eux-mêmes arboré à cette occasion un drapeau en berne), les mineurs acceptaient à leur tour de lever la grève.

Pendant ce temps les négociations entre le parlement, l'Eglise, le gouvernement et l'état-major des forces armées, continuaient. Elles devaient aboutir vendredi 16 au retrait de Natusch et à l'élection par le congrès de Lidia Gueiler comme nouvelle présidente intérimaire de la République. Solution fragile et qui ne résoud aucun des problèmes de fond que ces deux semaines ont mis en pleine lumière. Dans le mouvement ouvrier et au sein du peuple en général, il ne fait plus de doute qu'il est urgent de se préparer pour de nouveaux affrontements et qu'il n'y a rien à espérer des militaires. Ces derniers ont au moins le mérite de la franchise. Ils ont affirmé vouloir rester « pour le moment » à l'écart du pouvoir... ●

Gangstérisme politique à Séoul

Epidémie chez les traîneurs de sabre? Le général Park, patron de la Corée, vient de disparaître dans des circonstances brutales, mais avec le génie du burlesque

PAR GILBERT SANS

LA Corée du Sud est un de ces pays «protégés» où règne en maître toute l'ambiguïté de la politique menée par l'administration Carter. Déjà les contradictions entre les pères fondateurs du régime coréen, à l'anticommunisme primaire, et les nouvelles exigences géopolitiques de la superpuissance protectrice s'étaient profondément aiguisées au sujet des droits de l'homme : à peine débarqué à la Maison Blanche, Jimmy Carter prononçait des paroles peu aimables à l'encontre de la politique répressive du président Park Chung Hee et proposait de retirer de Corée la presque totalité des trente-huit mille soldats américains qui maintenaient sur place un théâtral souvenir de la guerre froide. Les pacifiques velléités du président américain durèrent ce que durent les roses...

Un matin, sous les pressions du Pentagone, Carter ira à Séoul même porter son soutien et ses encouragements à Park. Les scrupules de la conscience U.s. sont une fleur bien éphémère et, tout naturellement, la visite de Carter sera suivie d'une féroce escalade de la répression policière. Le chef de l'opposition démocratique est expulsé du parlement et placé en résidence surveillée ; et quand les étudiants descendent dans la rue... les tanks les y attendent.

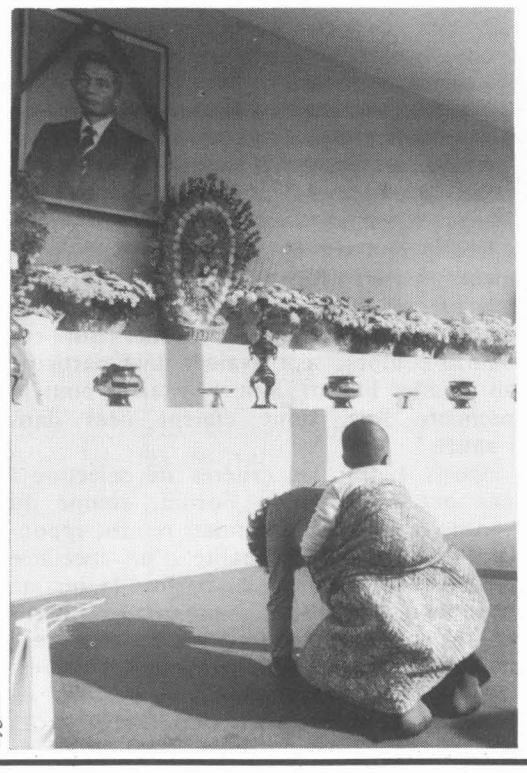
Quelques semaines plus tard le président-dictateur Park est assassiné dans des circonstances dignes du meilleur thriller américain de série B. On le présente d'abord comme victime d'un accident, mais cette version est rapidement abandonnée pour être remplacée par la fusillade opposant, entre la poire et le fromage, le chef de la C.i.a. sud-coréenne, le président et leurs tueurs respectifs. Le gouvernement annoncera deux jours plus tard que l'assassinat de Park est le fruit d'un complot ourdi par le chef de la C.i.a. sud-coréenne, Kim Jae Kyu. Mais le plus surprenant provient alors des Etats-Unis où le Département d'Etat — généralement bien informé de ce qui se passe à Séoul — parle de « coup d'Etat ».

Tentative de coup d'Etat ? Mise en scène ? Il est probable que cette affaire rejoindra, au fond des oubliettes du gangstérisme politique, de nombreuses autres, non élucidées, sous toutes les latitudes. N'avons-nous pas, en France même, notre propre lot avec De Broglie, notre camarade Ben Barka, etc. ? La vérité ressemble en tout cas à un spectacle de marionnettes ; en permanence, depuis la guerre de Corée, c'est toujours la C.i.a. américaine qui tire les ficelles : un pantin en chasse un autre. Aujourd'hui le souvenir du régime corrompu de Syngman Rhee et des révoltes étudiantes de 1960 alarment l'establishment yankee. Curieusement, l'assassinat de Park coïncide avec la montée de la répression et la crise économique. L'anticommunisme allait-il dorénavant suffire à la diversion nécessaire ? Le président défunt paraissait également avoir le mauvais goût, c'était son côté rétro, de ne rien comprendre aux nouvelles nécessités politiques de l'impérialisme américain et notamment de l'ouverture vers la Chine. On se souvient encore de la découverte de ce scandale au Congrès américain : des agents secrets sud-coréens — ils sont paraît-il trois cent mille ! — « arrosaient » des politiciens américains afin d'entretenir leur anticommunisme militant.

En fait, la « disparition » du « dictateur ami » ne règle aucun problème. Depuis l'armistice de 1953, la péninsule coréenne demeure une virtuelle poudrière, mettant face à face deux armées suréquipées et maintenues sur le pied de guerre. On sait généralement moins que les forces U.s. stationnées au sud du 18e parallèle disposent d'armes nucléaires tactiques. Toute sortie de la crise « à la japonaise », c'est-à-dire par le développement économique, semble exclue tant par la conjoncture que par le blocage de la situation militaire et cela malgré un important développement économique de 8 % environ chaque année et une hausse du P.n.b. d'environ 10 % (fondés sur l'exportation des produits manufacturés et grâce aux très bas salaires). L'opposition démocratique « tolérée » fait preuve, elle, d'une trop remarquable modération, contrastant vivement avec la montée de la contestation active de la part des étudiants et de la jeunesse. La fracture du pays en deux comme les extravagances du régime de fer imposé au Nord par Kim Il Sung, constituent de solides antidotes à toutes tentatives révolutionnaires du peuple sud-coréen. Le Nord n'a pas grand-chose à offrir au Sud ni dans le domaine des libertés ni au plan du niveau de vie. Le régime du « grand leader et guide » Kim Il Sung n'est pas facilement présentable ni a fortiori exportable.

La réunification du pays — que personne n'envisage sérieusement aujourd'hui — dépend pour une large part du comportement des grandes puissances intéressées : Etats-Unis, U.r.s.s., Japon et surtout la Chine qui multiplie les conseils de modération à son « dictateur-ami » Kim Il Sung. Pour lors, tout semble à peu près possible du côté du pire, et ce à chaque instant, dans cette redoutable paix armée. Le meilleur sera pour plus tard. La liberté des peuples n'intéresse pas l'impérialisme, quelle que soit la couleur de leur discours. ●

Sygma



Théâtre : le Forum de la dernière chance

Envoyé se faire pendre ailleurs par le ministre, le jeune théâtre a trouvé un refuge - précaire et fragile - à Villeurbanne, au T.n.p.

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

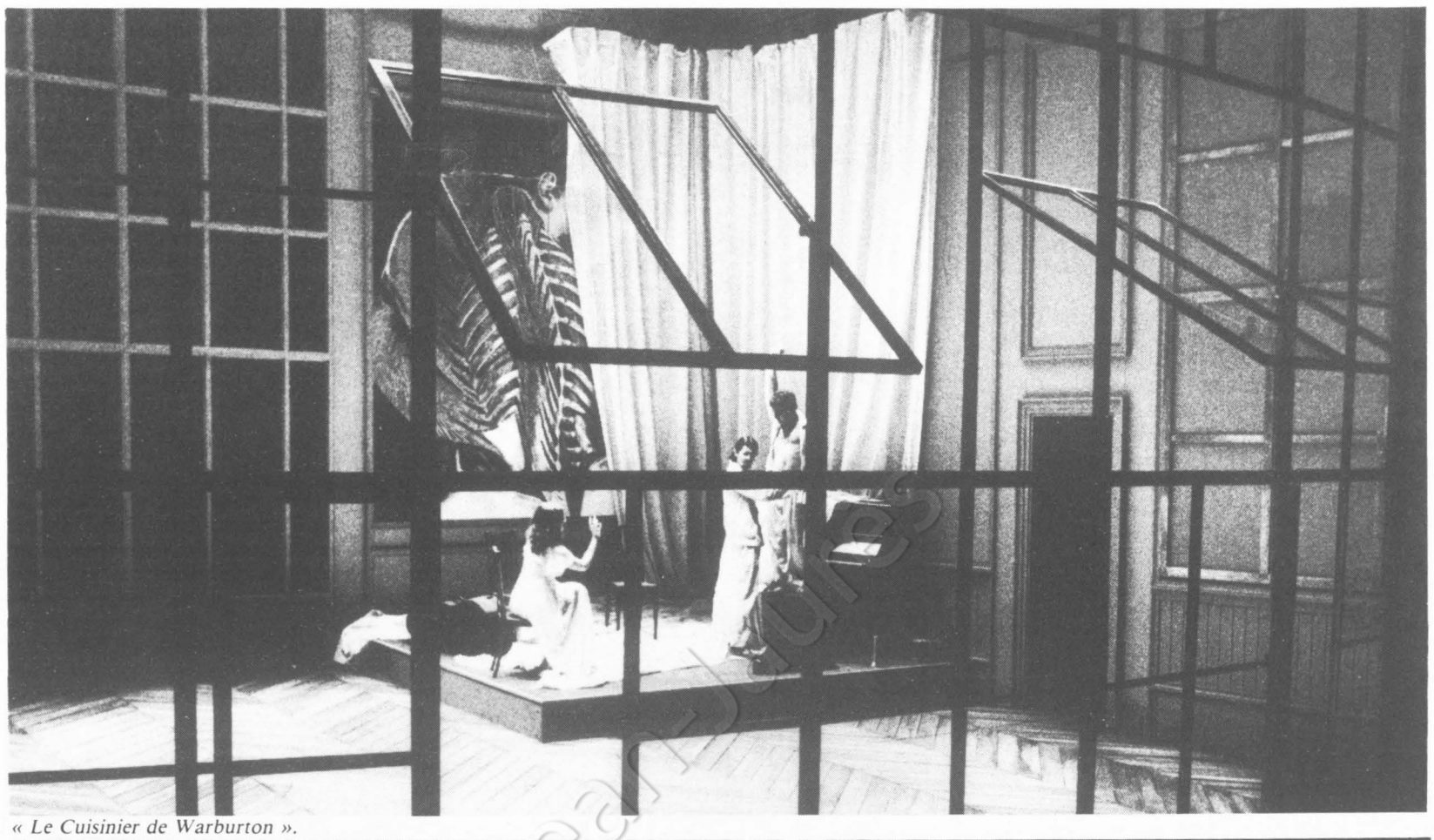
QUI s'intéresse encore au jeune théâtre ? La presse nationale en parle de moins en moins. Le ministère de la Culture et de la Communication ne s'y intéresse plus : trois cents dossiers sont en attente dans ses bureaux ; une poignée d'entre eux échapperont à l'oubli et les troupes dont ils évoquent le cas recevront quelques miettes de subventions. Ces heureuses exceptions sont sans avenir : le ministre Jean-Philippe Lecat, sur « conseil » de l'Elysée, a décidé de sacrifier la création au profit du patrimoine. Que les jeunes « théâtreux » aillent se faire pendre ailleurs !

Un coup de projecteur

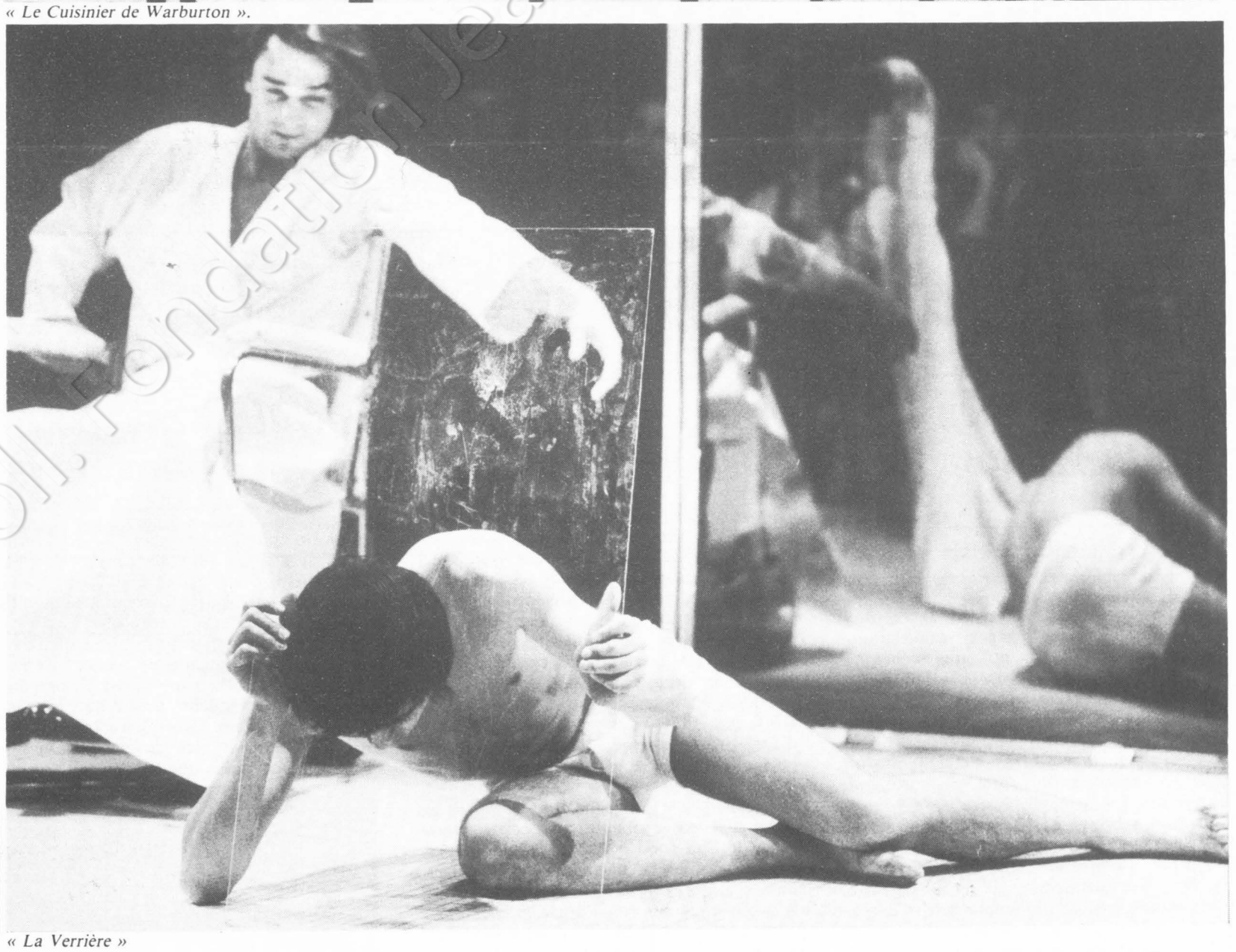
Il est presque anachronique, en de pareilles circonstances, de voir le T.n.p. de Roger Planchon et la mairie socialiste de Villeurbanne associer leurs efforts pour « donner un coup de projecteur » sur le jeune théâtre, du moins sur celui de la région lyonnaise. Depuis deux ans, ils organisent un Forum du jeune théâtre. Est-ce encore de mise ? Est-ce encore utile ?



Charles Hernu, maire de Villeurbanne



« Le Cuisinier de Warburton ».



« La Verrière »

Le Forum a déjà connu deux éditions : juin 1978 et novembre 1979. Le premier Forum rassembla, sans choix ni critère, toutes les compagnies de la région lyonnaise qui prétendaient au statut professionnel. Il prit ainsi l'allure d'un recensement. En une semaine il « créa l'événement », attirant l'attention du public et des professionnels du spectacle sur son foisonnement. Fallait-il, une année plus tard, le reconduire en sa forme initiale ? A quoi bon recenser chaque année ? Le deuxième Forum, qui vient de se dérouler, a donc été sélectif, limitatif : quinze troupes seulement ont été conviées, sur les trente qui ont déposé des demandes de subvention auprès du Conseil général du Rhône. Sur ces quinze équipes, sept avaient déjà participé au premier Forum, huit y venaient pour la première fois, donc étaient nées dans l'année !

Quels furent les critères de sélection ? Les organisateurs du Forum, équipe du T.n.p. et élus villeurbannais réunis, répondent : « Parfois la qualité d'un spectacle déjà présenté au public, parfois la qualité d'un texte dramatique manuscrit ou l'originalité d'un projet, parfois la cohérence d'un travail conduit avec ténacité à travers plusieurs spectacles, parfois la présence en scène d'une personnalité attachante. » Et d'ajouter aussitôt : « Cette sélection ne prétend ni rassembler tous les spectacles de qualité ni même ne rassembler que des spectacles de qualité. » Précaution oratoire utile : la présence d'un Bruno Boeglin aurait réhaussé un niveau artistique assez médiocre.

Mise au ghetto

Combien ont échappé au naufrage de la médiocrité ? André Ligeon-Ligeonnet et sa « vidéo-scénographie » (voir notre dernier numéro) : il était le plus original. Jean-Louis Martinelli et son théâtre du Réfectoire : ils avaient déjà présenté avec succès la pièce « le Cuisinier de Warburton ». Jean-Yves Picq, fondateur du théâtre de la Balance : il a de la persévérance et un sens aigu de l'image. Michel Conte et sa Compagnie du Moineau : avec quelques accessoires ils ont su créer un univers, un climat ; attachants donc. Bref, quatre compagnies sur les quinze choisies méritaient qu'on se déplace pour elles. C'est peu. Les intéressés en sont d'ailleurs conscients. Ils ne sont guère satisfaits de ce deuxième Forum.

Jean-Louis Martinelli ne mâche pas ses mots : « Dans sa forme actuelle, le Forum ne sert pas à grand-chose. Il tend à marginaliser le jeune théâtre. Il sert d'alibi à la pauvreté ambiante. On montre le jeune théâtre une fois par an et on a bonne conscience. Je ressens cette manifestation annuelle comme une mise au ghetto. Une seule chose positive : on nous achète deux

ou trois représentations de nos spectacles. Pour une fois, nous travaillons dans des conditions financières acceptables. Mais le Forum ne règle pas nos problèmes de subsistance et d'existence pendant le reste de l'année. En fait, ce n'est pas seulement le jeune théâtre qui est concerné par la formule du Forum, c'est toute la question de la diffusion du théâtre qui est posée : si mon travail est intéressant, pourquoi n'est-il pas programmé comme les autres par le T.n.p. ou d'autres théâtres « installés » ? Pourquoi se contente-t-on de me mettre en vitrine deux ou trois jours par an ? »

Jean-Yves Picq n'est pas plus tendre : « Dans deux ans il n'y aura plus de problème ; nous n'existerons plus ; tout le jeune théâtre sera mort. C'est maintenant qu'il faut prendre des mesures. Après, ce sera trop tard. Il n'y a pas trente-six solutions : il faut que les « théâtres en place » prennent leurs responsabilités par rapport au jeune théâtre. S'ils le laissent au ghetto, il y crèvera ; s'ils le programment normalement, s'ils l'intègrent à leur saison, s'ils lui font rencontrer leur public, il vivra. Ce n'est pas ce qui se passe avec le Forum : la municipalité de Villeurbanne donne un budget, des moyens ; bien ; rien à reprocher. Mais le T.n.p. ne saisit pas la balle au bond. Il se mouille du bout des doigts. Il fournit des lieux équipés, mais il ne travaille pas auprès de son public pour nous faire connaître. Martinelli a raison : il nous met en vitrine quelques jours. Il fait de la gentille publicité. Alors qu'il s'agirait de prendre des mesures de salut public. Il s'agirait de sauver le jeune théâtre, malgré le désengagement de l'Etat. »

Louable intention

On peut se demander, en entendant une condamnation aussi sévère du Forum, pourquoi ces jeunes metteurs en scène ont accepté d'y participer. Jean-Louis Martinelli : « On a tellement peu de propositions, on reçoit si peu souvent une aide financière qu'il aurait fallu être fou pour ne pas prendre l'argent proposé par la ville de Villeurbanne. » Jean-Yves Picq : « Si je n'avais pas eu une pièce à monter, je ne serais pas venu au Forum. » Et Martinelli ajoute : « Le Forum nous aide dans l'instant, je le reconnais. Mais il n'apporte aucune solution à long terme. Il permet de dire qu'il y a malaise. Mais a-t-on attendu le Forum pour le savoir ? »

En fait, les organisateurs du Forum avaient annoncé la couleur à l'avance ; ils avaient clairement dit que la manifestation « ne résoudra aucune des difficultés essentielles » des jeunes troupes. Ils avaient ajouté : « Sa seule raison d'être est de permettre aux spectateurs de Villeurbanne et de la région lyonnaise de découvrir et comprendre les travaux de ces jeunes équipes. » « Intention louable, commentent en chœur Martinelli et Picq, mais le public n'est pas au rendez-vous du Forum ! »

Alors ? Où va-t-on ? A quoi sert vraiment ce Forum ? Pour Jean-Marc Martin du Theil, attaché de presse du T.n.p., il ne s'agit pas d'entretenir des illusions : « Le T.n.p. assume des choix. Il soutient et programme des créateurs comme Boeglin ou Ligeon-Ligeonnet. Il le fait depuis des années. En espérant être suivi par d'autres théâtres. Mais le rôle du T.n.p. n'est pas de se transformer en sous-ministère de la Culture et de redistribuer les subventions qu'il reçoit. Roger Planchon dit en toutes occasions que la situation des jeunes compagnies n'a jamais été aussi tragique qu'aujourd'hui. Il prête son théâtre en ordre de marche à ces jeunes troupes pour qu'elles puissent se montrer et s'expliquer publiquement. Que pourrait-il faire de plus ? Se déshabiller pour les habiller ? Où serait le progrès ? »

Quelle ville dépense cent cinquante mille francs ?

Même sérénité chez les élus de Villeurbanne. Jean-Jacques Queyranne, premier adjoint, estime que la municipalité n'a pas à rougir de son travail : « Quand nous sommes arrivés à la mairie, lors des dernières élections municipales, il n'y avait que le T.n.p. Nous avons mis en place un service culturel et nous avons tenté de mener une politique culturelle. Nous avons reçu des demandes d'aide de la part des jeunes troupes. Il nous a semblé que, dans un premier temps, il serait bon de faire le point sur les créateurs qui nous sollicitaient. D'où l'idée du Forum où nous nous sommes associés avec le T.n.p. dans un souci d'efficacité et de complémentarité. Que peuvent nous reprocher les jeunes compagnies ? Quelle ville dépense cent cinquante mille francs par an pour elles ? Nous pensons, en toute modestie, que, ces deux dernières années, nous leur avons donné l'occasion de dire leur misère et de montrer leur capacité de création. Voudrions-nous faire plus, que nous ne le pourrions pas. Cela dit, il est évident qu'un troisième Forum est difficilement envisageable sous la même forme. »

L'an dernier déjà, Roger Planchon avait suggéré : « Réfléchissons à ce que pourrait être un concours des jeunes compagnies. »



Pascal Lebrun

Roger Planchon

La démocratie se porte bien

Dans son esprit, il s'agirait de faire une sélection nationale et de mettre en place un jury qui attribuerait des prix conséquents à deux des troupes concurrentes. Le projet nécessite de l'argent mais il serait efficace : il sauverait deux équipes par an. Et n'est-ce pas à travers une compétition semblable que Jean-Pierre Vincent et Patrice Chéreau, pour ne citer qu'eux, se sont révélés ? André Ligeon-Ligeonnet est prêt à jouer le jeu. Il n'est sûrement pas le seul. A la mairie de Villeurbanne, on ne dit pas non, on est en train de réfléchir. « Ce qui est sûr, précise Jean-Jacques Queyranne, c'est qu'il faut faire autre chose et que cette autre chose serve la création. » Si cette « autre chose » voit le jour, le Forum n'aura donc pas été inutile...

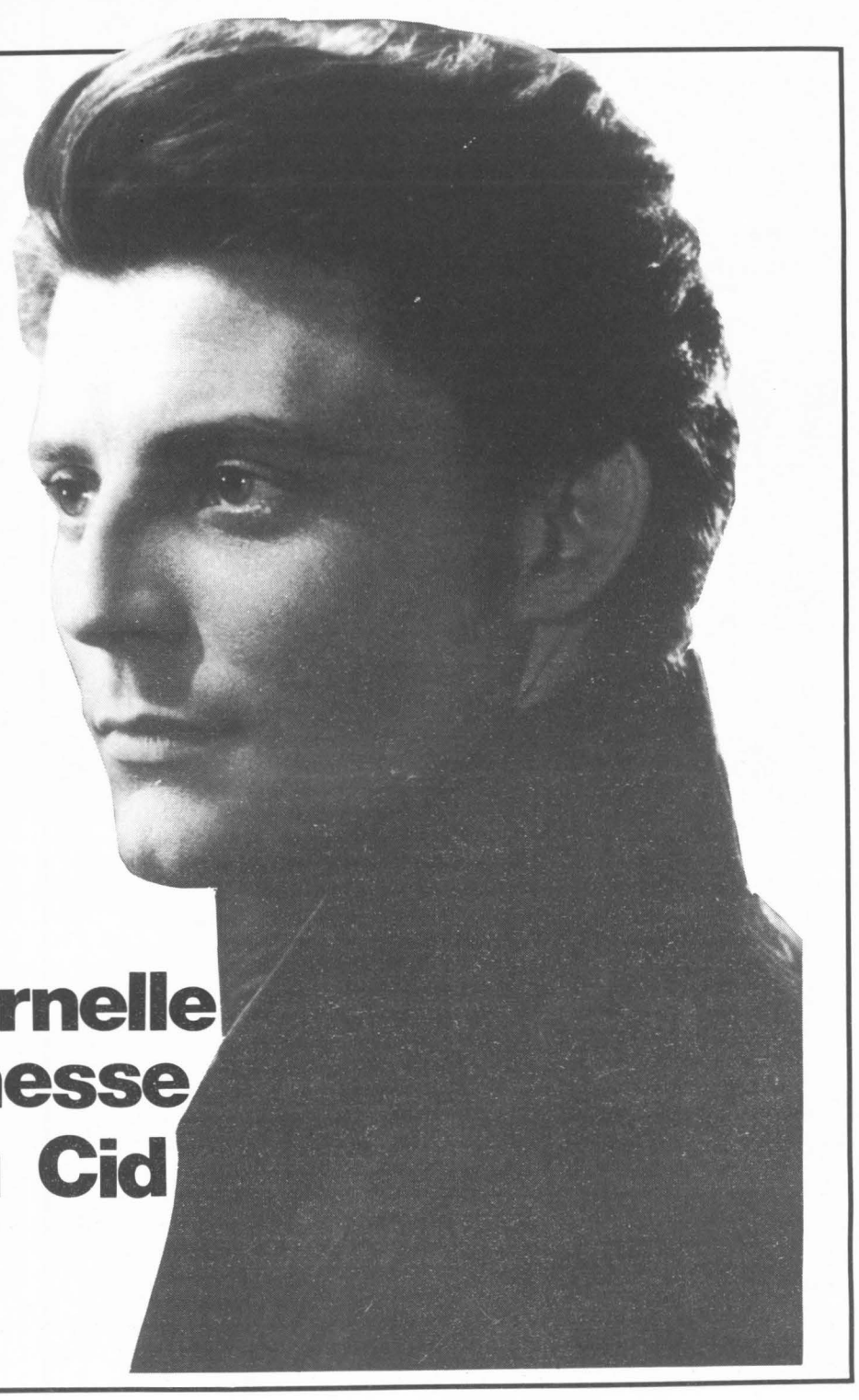
A Villeurbanne, la démocratie se porte bien : on y mène des débats que le Pouvoir évite systématiquement. Et c'est sans doute là la dernière chance du jeune théâtre. ●

Directement du producteur
CHAMPAGNE
BARON FUENTE
Vigneron, 21 av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne

de 23,50 à 28 F (T.T.C. départ)
Prix pour comités et collectivités

Tarif sur demande.
Tél. : (23) 82.01.97

L'éternelle jeunesse du Cid



Gérard Philipe est mort le 25 novembre 1959. Vingt ans après, il est encore bien vivant. Pas seulement à travers le mythe qui a été entretenu. Mais aussi par l'exemple artistique qu'a constitué sa brève carrière. Et surtout grâce à ces traces indestructibles que laisse le cinéma et qu'on appelle des films. T.f. 1 a déjà diffusé « Till l'espiègle », « Fanfan la Tulipe » et « Pot-Bouille », F.r. 3 « les Orgueilleux » ; autant de preuves : Gérard Philipe n'a pas pris une ride, son rayonnement est toujours le même. Sceptiques, à vos postes ! Regardez : « Hommage à Gérard Philipe » ce 23 novembre (F.r. 3, 21 h 30), « la Beauté du diable » de René Clair le 25 (T.f. 1, 17 h 30), « Hommage à Gérard Philipe » dans « Ciné-Regards » le même 25 (F.r. 3, 22 h), « Portrait d'un chevalier « Gérard Philipe » les 26, 27, 29 et 30 (Antenne 2, 17 h 20). La jeunesse du Cid est éternelle !

« Jeunesse engendre jeunesse », disait Paul Eluard. La jeunesse de Gérard Philipe n'en finit pas d'éclairer la nôtre. Et on n'en finit pas de se demander pourquoi. Une exposition tentera de répondre : elle sera inaugurée le 27 novembre en Avignon, à la Maison Jean-Vilar. Des livres s'y essaient également : « Gérard Philipe » par Georges Sadoul (Filméditions - Pierre Lherminier éditeur) et « Gérard Philipe ou la jeunesse du monde » par Maurice Périsset (Editions Alain Lefeuvre). La réponse la plus complète demeure néanmoins « Gérard Philipe : souvenirs et témoignages recueillis par Anne Philipe et présentés par Claude Roy » (Gallimard). Paru initialement en 1960, cet ouvrage a été réédité l'an dernier. ●

Cinéma : les maîtres du camouflage

Les cinéastes polonais inventeraient la parabole si elle n'existait pas ...

PAR SERGE RICHARD

« QU'EST-CE qu'un film politique ? Un film qui dit à voix haute ce que les gens, consciemment ou non, pensent tout bas. » Ainsi parle l'un des plus grands auteurs du cinéma mondial, Andrzej Wajda. Il ne convient donc pas de saluer seulement dans le vivier polonais une belle richesse en talents, de nouvelles personnalités aussi fortes que celles d'Agnieszka Holland (co-auteur de « Sans anesthésie ») ou Krysztof Kieslowski (voir « l'Unité » du 7 septembre dernier) venant ajouter leur nom à ceux de Wajda, Munk, Kawalerowicz, Zanussi (pour ne rien dire des exilés Polanski et Skolimowski) ; encore faut-il ajouter qu'il en naît d'authentiques films « politiques » tels que définis par Wajda, c'est-à-dire libres de ton et critiques d'intention. Un grand vent frais dont les collègues cinéastes des autres pays d'Europe de l'Est s'efforcent de saisir une ou deux bouffées quand ils étouffent trop.

« Camouflage », de Krzystof Zanussi, dans une réalisation parfaitement remarquable — un tout petit peu gâchée par l'abondance du dialogue — constitue un exemple type de cette franchise sans détours. Aussi brutal que son titre peut le laisser deviner, le film tourne en effet autour de cette explosive question : comment, dans ce qui se veut une société nouvelle, l'arrivisme, l'hypocrisie et le conformisme l'emportent-ils si largement sur l'honnêteté, la franchise, l'esprit de recherche et de création ?

Excusez du peu. Et tout crûment Zanussi nous entraîne dans l'univers clos d'un stage universitaire : le professeur organisateur, Jakub, accueille entre autres Jarek, un très jeune assistant qui présente toutes les apparences de la pureté presque naïve de celui qui croit à la victoire inexorable du mérite, du travail personnel, de l'objectivité de la machine universitaire...

Voilà l'idéaliste que Jakub entreprend de « déniaiser » intellectuellement : c'est la leçon de cynisme dans un parc (celui du campus) où l'aîné explique au cadet qu'il lui faut, pour gravir les échelons, être « conforme » sans trop regarder aux moyens. Commence un long dialogue-joute sadomasochiste auquel Jarek résiste de moins en moins : après tout, n'a-t-il pas lui aussi à obtenir une faveur, cette bourse pour l'Angleterre sollicitée auprès du pouvoir universitaire ?

Il n'y aura finalement qu'un étudiant, celui dont l'exposé du stage fait seul preuve d'intelligence créatrice, à oser, jusqu'à l'exclusion, refuser tout « camouflage ». Ce ne sera pas assez cependant pour troubler tout ce petit monde : les enseignants continueront à railler les étudiants qui veulent élire démocratiquement une délégation, les titulaires d'une chaire continueront à s'accrocher à leurs privilèges, et tous continueront à flagorner ce vice-recteur imbu de son pouvoir et qui a probablement jadis « pompé » sa thèse. Après quoi ce paon de la « bourgeoise rouge » n'aura plus qu'à remonter, avec sa jeune épouse platinée, dans sa grosse limousine noire, en ne songeant déjà plus qu'à ses futures vacances sur le littoral yougoslave.

« Cachés dans votre société, visibles dans la nôtre, les mécanismes de corruption morale sont universels », disait récemment Zanussi à « l'Humanité-Dimanche », où l'on a dû rudement sursauter... Et pour que donc tout soit bien « visible », il a glissé parmi ses personnages deux étudiants étrangers dont le rôle dans « Camouflage » amène à comprendre que ce campus clos doit se comprendre à la taille de tout un pays, de toute une société.

On pourrait croire qu'il est difficile d'aller plus loin que ce « Camouflage ». Erreur : avec « Sans anesthésie », le vieux Wajda y parvient, même si son attaque est moins frontale. Merveilleux Wajda, capable de nous donner en deux ans trois chefs-d'œuvre aussi variés que « l'Homme de marbre », « les Demoiselles de Wilko » et « Sans anesthésie ». Car ce troisième film, il faut le dire d'emblée, mérite ce terme de chef-d'œuvre et on comprend mal l'aveuglement de la critique installée qui n'y a pas reconnu — au même titre que, par exemple, « Sonate d'automne » de Bergman — ce classicisme tranquille de la maturité des grands auteurs.

Au départ, Wajda voulait donner une suite à son « Homme de marbre » : l'histoire du fils de Birkut. Las ! le projet « n'a pas obtenu l'approbation politique nécessaire ». Comme dit le héros de « Sans anesthésie » : « Je n'arrive pas à vivre dans un climat aussi inconséquent : le temps, ici, est tellement indécis... » Croyez-vous qu'il parle météo ?

Faute du vrai fils de Birkut, Wajda s'est donc rabattu, avec sa disciple Agnieszka Holland, sur l'histoire d'un fils spirituel de son personnage : Jerzy, un « journaliste de marbre » de la télévision polonaise (interprété par l'époustouflant Zbigniew Zapasiewicz, qui est aussi le Jakub de « Camouflage »). Sans qu'elle s'en aperçoive encore bien, cette idole commence à s'effriter. Jerzy a le tort, dans une émission, de se laisser aller au franc-parler : pas bon ça.

« De toute façon, glissera-t-il amèrement, en Pologne le plus sûr moyen de ne pas occuper longtemps un poste, c'est de s'y montrer compétent. » Le vide se fait peu à peu autour de lui : voilà ce professionnel hors pair mis sur la touche pour les reportages, son cours de journalisme est supprimé, un jeune arriviste parvient à la fois à l'enfoncer professionnellement et à lui prendre sa femme... Autour de lui, tout n'est plus que lâchetés, égoïsme, trahison, carriérisme, injustice.

« Sans anesthésie » est l'histoire d'un irrémédiable enlisement : professionnel, politique, affectif... Et c'est là le grand coup de génie de Wajda : quand sa charge au vitriol contre l'establishment communiste risque d'aller ouvertement trop loin, Wajda use de... camouflage. C'est-à-dire qu'il fait subtilement glisser vers le récit du déboire sentimental de Jerzy ce qui, du politique, devient trop dangereux à dire tel quel.

Ainsi la scène clé du film : le procès de divorce où Jerzy se retrouve en posture d'accusé, malgré son innocence — « Tout peut être prouvé contre quelqu'un, l'a pourtant prévenu son avocat. La culpabilité est une notion élastique, ça dépend de l'éclairage... » — L'audience se trame de telle façon — mauvaise foi et faux témoins — que le journaliste n'attend même pas le verdict et sort, suivi de sa femme qui comprend alors seulement combien elle a été manipulée. Très évidemment, c'est un tout autre genre de procès que l'auteur a en tête en déroulant cette métaphore transparente...

Tout cela finira mal. Accident ou suicide ? « Accident, répond Wajda. Le ministre responsable m'a fait observer qu'on se suicidait un peu trop dans mes derniers films. » On saura à quoi s'en tenir.

A notre ami Jean-Luc Douin qui lui demandait ce que signifie la petite phrase (« Sans anesthésie ! J'ai beaucoup plus peur de l'anesthésie que de l'extraction ») adressée par Jerzy à sa dentiste, Wajda a répondu avec un grand rire : « Mon héros a peur de l'anesthésie car il craint que, pendant ce temps, on lui fasse autre chose qu'une extraction de dent ! » Si la parabole n'existait pas, les Polonais l'inventeraient.●



Zbigniew Zapasiewicz (à gauche) dans « Camouflage ».

• Krzystof Zanussi : « Camouflage » ; Andrzej Wajda : « Sans anesthésie ».

Un déporté de l'amour

PAR NICOLE CHAILLOT

ROMAN de l'exil, le dernier livre d'Inès Cagnati, « Mosé » (Denoël), l'est à plus d'un titre. Rital, Mosé ne s'intégrera jamais à la dure communauté villageoise dans laquelle il entre par son mariage avec Mélanie... engrossée par un beau jour de fête (« Je l'ai pas fait exprès »).

Déporté de l'amour, il le restera aussi toute sa vie, sa mère devenue folle ayant oublié jusqu'à son nom et ses propres filles n'ayant jamais voulu de lui pour père. « Elles faisaient celles qui ne me reconnaissaient pas. Elles avaient honte. »

Quant à l'attelage de bêtes de somme, liées par le même joug, qu'il a formé pendant quarante-cinq ans avec sa femme, peut-on appeler ça l'amour ? Et puis, elle n'est pas marrante Mélanie. Une femme de devoir, âpre au gain, au labeur et tout... mais pas vraiment douée pour le bonheur. « Mélanie enrageait dès que je commençais à chanter « la Tosca » ou « la Traviata » en labourant ou en gardant les vaches, peut-être elle avait peur que les gens nous croient riches, elle était comme ça, elle n'aimait pas chanter et les autres Français non plus. »



Etait-ce une raison pour la tuer ? Tout au long du récit de Mosé, la mort de Mélanie nous restera suspecte. A-t-elle succombé à une phlébite ou à une strangulation ? Nous ne le saurons jamais. D'ailleurs, Mosé finit toujours par attirer la mort sur tout ce qu'il aime. Pas par sa faute bien sûr, mais la chatte qui lui était attachée est prise dans un piège posé par lui, le chien Milan, compagnon de prédilection pourtant, meurt étranglé par la corde qui devait « l'empêcher de voler les œufs », etc.

A contre-courant des modes

Enfin, ultime exil, celui de la vieillesse et de la solitude. A l'hospice où il a été placé par ses filles et ses gendres, pressés de récupérer les bonnes terres du vieux, Mosé, bougnoule parmi les bougnoules, ne trouve pas de place sur un banc ensoleillé. Forcé de faire contre mauvaise fortune bon cœur, il s'installe à l'ombre à côté d'une autre pestiférée à qui il entreprend de tout dire. Soliloque tragique, bouleversant mais jamais désespéré d'un homme qui n'attend plus de réponse. Et n'en aura d'ailleurs pas, son auditrice (muette, gâteuse ou plus étrangère que lui) ne cillant jamais à cette confession-fleuve.

Inès Cagnati n'a pas obtenu le prix Goncourt pour son livre, et c'est bien dommage. Aussi éloigné du ronron feutré et aimable du roman cousu-main que du folklore, qu'il soit acadien ou créole, avec ce livre brutal et tendre, écrit dans une langue limpide, cassante et souple à la fois, Inès Cagnati avait, il est vrai, poussé le bouchon un peu loin.

Prendre pour héros un vieux paysan, un peu assassin, un peu mythomane dont le seul rêve après une vie de travail harassante était d'aller voir l'océan, c'est se situer vraiment trop à contre-courant des modes.

Au fait, pourquoi ce titre sibyllin « Mosé ou le lézard qui pleurait » ? Inès Cagnati en donne l'explication à l'avant-dernière page de son roman. « A l'hospice où ils m'avaient mis, on finit par devenir tout desséché comme ces vieux lézards qui meurent privés de soleil. »

Mosé, optimiste en dépit de tout, comme ce livre qui est aussi un hymne à la vie la plus charnelle, quitte l'hospice et pour ne pas mourir « va lentement sur la route blanche de soleil ». Personne ne l'empêchera d'aller voir la mer...

Ce récit, qui fouaille et remue comme un regard de vieillard abandonné, doit être lu.●

La vie d'artiste

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

PETITS PRIX

A quoi servent les prix littéraires ? A faire croire à quelques jurés qu'ils sont des gens importants ? Les Bazin, Tournier et autres Lanoux ont-ils vraiment besoin de ce hochet pour être rassurés ? A aider la littérature ? Elle se porte mal, elle boite, et figurer à la Une des journaux une fois l'an revient seulement à poser un cautère sur sa jambe de bois. A confirmer de grands écrivains ? Alors, pourquoi Gide, Larbaud, Simenon, Mauriac, Sartre, Yourcenar, pour ne citer qu'eux, n'ont-ils pas eu le Goncourt ? Parce qu'ils étaient des gribouilleurs de seconde zone ? A aider de jeunes écrivains confrontés à des difficultés matérielles ? Alors, pourquoi avoir attribué le Renaudot 1979 à Jean-Marc Roberts qui est salarié des éditions du Seuil depuis belle lurette ? A faire découvrir des œuvres encore trop peu connues ? Alors, pourquoi avoir donné le Goncourt à Antonine Maillet seulement cette année ? Pourquoi ne l'avoir pas distinguée il y a deux ans, pour « les Cordes de bois » (Grasset) qui était un livre plus fort que « Pélagie-la-Charette » (Grasset) ? Pourquoi avoir attendu que Patrick Modiano écrive un livre fade pour le couronner enfin du Goncourt, en 1978 ?

Jean-Marc Roberts a donc obtenu le prix Renaudot 1979 pour « Affaires étrangères » (Le Seuil) et Antonine Maillet le Goncourt du même millésime pour « Pélagie-la-Charette ». Mais ce sont de biens petits prix. Le monde de l'automobile, au moins, a ses Grands Prix. Si le petit monde de la littérature veut à tout prix maintenir des compétitions, ne pourrait-il pas changer de vitesse ?

HOSSEIN... CULOTTÉ !

« Le spectacle de l'Histoire, aime à dire Robert Hossein, c'est l'affrontement des convictions, la surenchère des idéaux et le corps-à-corps des ambitions humaines. » C'est ce multiple fracas qui l'a entraîné dans une nouvelle aventure théâtrale : « Danton et Robespierre », qui vient de démarrer au palais des Congrès, à Paris. Le 10 janvier 1794, Robespierre lançait de la tribune du Club des Jacobins : « La Révolution n'est pas un spectacle. » Et Robert Hossein démontre que, sur ce point, Robespierre s'est fourvoyé.

L'immense fresque qu'il a réalisée est en effet prodigieuse de vigueur et de couleurs. Les séances houleuses de la Convention ayant lieu au milieu des spectateurs, il est recommandé de ne pas siéger à la Montagne si on a les tympans fragiles ! La beauté de certains tableaux laisse pantois et souvent la salle subjuguée laisse échapper des cris de surprise et d'admiration. D'autres — comme la parodie de procès de Danton — sont d'une rare violence.

La Révolution comme si vous y étiez. Avec un Danton - Bernard Fresson, chaleureux et rabelaisien, un Robespierre - Jean Négroni, tendu et glacial, un Hébert - François Maistre, retors et démagogue (et dont la voix déjà brisée témoigne des efforts immenses auxquels s'astreignent les comédiens pour se faire entendre dans cet immense caravansérail). Tous les comédiens ont bien mérité de la République ! Une seule ombre, mais de taille: qui a coupé les ailes de l'archange de la Révolution ? Saint-Just, pâle dandy exténué, est décevant.

Reste l'Histoire et là on peut émettre de vraies restrictions. La Révolution ne s'est pas réduite à cet affrontement entre des fauves assoiffés de sang. Elle n'a pas été non plus que la Déclaration des droits de l'homme que Robert Hossein présente en surimpression de guillotine (!) Au plan scénique, réussite totale. Au plan historique, vérité partielle !

LA MEMOIRE EN COIN

Bernard Pivot a choisi pour thème de l'édition d'« Apostrophes » (Antenne 2, 21 h 35) de ce vendredi 23 novembre « la violence dans l'Histoire ». Quatre invités : Georges Blond, Jacques Delarue, Claude Manceron et Roger Peyrefitte. Manceron y parlera du livre que nous attendions depuis près d'un an, du quatrième volume des « Hommes de liberté » : « la Révolution qui lève (1785-1787) » (Robert Laffont).

Pivot aurait également pu inviter Gérard Chalian pour « Stratégies de la guérilla » (Mazarine) et Jean-Paul Bertaud pour « la Révolution armée ; les soldats-citoyens et la Révolution française » (Robert Laffont). Ou Edmond Thomas qui vient de signer une anthologie de la poésie ouvrière du XIXe siècle : « Voix d'en bas » (François Maspero, collection Actes et mémoires du peuple). Ou Fred Kupferman qui, dans « Au pays des Soviets » (Gallimard-Julliard, collection Archives), présente vingt-cinq récits de voyageurs français en Union soviétique entre 1917-1939 (d'un paysan corrézien à André Gide, en passant par Henri Barbusse et Eugène Dabit). Ou même Anne Martin-Fugier pour « la Place des bonnes ; la domesticité féminine à Paris en 1900 » (Grasset, collection Figures) ; parce que la violence peut aussi avoir le visage du quotidien.

Pivot aurait pu se demander quelle place la violence occupait dans la vie d'un homme qui l'a théorisée et même, par ses théories, l'a suscitée : Karl Marx. Deux ouvrages, qui viennent de paraître, aident à y répondre : « la Vie de Karl Marx » de Jacques Delperrié de Bayac (Jean-Claude Lattès) et « les Filles de Karl Marx » présentées par Michelle Perrot (Albin-Michel).

Et la violence des mots ? Et la violence des images ? Et les images et les mots qui permettent d'échapper à la violence, de survivre ? Car, au plus profond des catastrophes, il en est qui ont encore la force d'user du plus efficace des contre-poisons : l'humour ; ainsi qu'en atteste un livre d'André Halimi, « Ce qui a fait rire les Français sous l'Occupation » (Jean-Claude Lattès). L'Histoire est sans doute un peu plus complexe que ne tendrait à le faire croire une émission de télévision, fût-elle excellente...

VIEUX MICKEYS ET NOUVELLES B.D.

Il y avait foule à la onzième Convention de la Bande dessinée qui s'est tenue à Paris, à la Mutualité. Il y aura foule au Salon international de la B.d. d'Angoulême, placé sous le signe du sport (Jeux olympiques obligent !), les 25, 26 et 27 janvier prochain. Mais on peut se demander : à quoi servent des manifestations de ce type ? A faire se rencontrer amateurs et professionnels, acheteurs et vendeurs, certes. A faire le point du marché, surtout. Il faut le voir pour le croire : les vieux « Mickey » d'avant-guerre, réduits à l'état de dentelles, ont atteint des prix tellement astronomiques qu'il vaut mieux se rabattre sur les nouveautés. Pour le prix d'un ancestral « Mickey » on peut s'acheter un joli lot d'albums récents : par exemple, « les Gringos » de Victor de la Fuente et Charlier (Fleurus), « Jeremiah » d'Hermann (Fleurus), la « Juliette » du Marquis de Sade mise en image par Cavelle (Dominique Leroy), le nouveau « Domino » animé par André Chéret (Dargaud) et, en prime, la revue « Spatial », éditée par Michel Deligne.

Et si l'on veut vraiment s'offrir du vieux papier pour pas cher, il suffit d'aller à la bibliothèque Forney (1, rue du Figuier, Paris 4e) : elle a mis à ses cimaises, jusqu'au 15 décembre, une impressionnante série de caricatures et de dessins de la période 1830-1918.

VENTS D'EST

La légende dit que la petite polonaise Anna Prucnal est devenue « la Prucnal en un soir au petit cabaret du théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis ». Vrai : ce soir-là tous les mondains de Paris et tous les snobs du Palace ont « découvert » Prucnal. Faux : la veille, en répétition — j'y étais — elle était déjà « la Prucnal ». Doublement faux : ses études de théâtre, de musique et de chant ont duré des années en Pologne ; son talent d'interprète et ses capacités ne sont pas nées tout à trac. Prucnal est une grande interprète qui passe avec aisance du chant grégorien à Puccini et de Puccini à Kurt Weill. Il lui manque de grands textes d'aujourd'hui. Le public du Théâtre de la Ville, où elle chante jusqu'au 1er décembre, sera certainement éboui par ses prouesses vocales et sa présence scénique. Mais le message lui échappera : il n'y en a pas. Pour l'instant.

Wolf Biermann, au contraire, ne cultive pas l'ambiguïté. Ce qui lui a valu d'être déchu de sa nationalité d'Allemand de l'Est, alors qu'il était en tournée en R.f.a. C'était pourtant de son plein gré qu'il avait décidé en 1953 de vivre en R.d.a. Son père était mort en luttant contre le fascisme. Il avait choisi ce qu'il croyait être la liberté. Il avait été élève au Berliner Ensemble : Brecht en tête, socialisme au cœur. Il avait fondé un théâtre. Ses spectacles avaient été interdits. Il s'était mis à chanter. Ses chansons avaient été interdites. On a fini par le chasser. Tout est clair. Il était trop libre, lorsqu'il chantait : « Mon grand frère François Villon / Loge dans ma chambre / Et quand des gens viennent fouiner chez moi / Villon se cache dans la penderie. » Il chantait trop fort pour l'Est. A l'Ouest, il n'a pas baissé d'un ton. Il tonne toujours avec la même fougue. Le théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis va en trembler, du 27 novembre au 2 décembre. Une certitude : cette fois, les mondains n'y viendront pas.



Le Coeguen

L'inlassable croisade du président Senghor

Dans la lutte à mort contre l'analphabétisation du monde, la pensée de Léopold Sedar Senghor offre un instrument de première ligne

Le 12 novembre, Léopold Sedar Senghor a reçu le titre de docteur honoris causa de l'université de Nancy. La cérémonie aurait pu être de pure forme, hommage plus ou moins compassé de professeurs à un poète. Le doyen de la faculté de droit, Jack Lang, en a décidé autrement. Le ton des discours, leur actualité, leur pugnacité méritent de retenir l'attention. Les extraits du texte de Jack Lang que nous publions ne sont pas que louange. Ils disent l'état d'un combat, celui pour une indépendance culturelle véritable.

PARMI les innombrables messages qui illumineront les générations futures, retenons seulement aujourd'hui votre appel au métissage des cultures. Son actualité est brûlante en cette période où l'arme de la déculturation des peuples figure en bonne place dans l'arsenal des moyens de guerre économique livrée par l'industrie multinationale.

Dans cette lutte à mort contre l'analphabétisation du monde, votre pensée offre un instrument de première ligne.

Je pense en particulier au triptyque — négritude, francophonie, civilisation de l'universel. Trois temps corrélatifs d'un même mouvement dialectique. On n'atteint l'universel qu'en étant d'abord soi-même. Telle est le leçon de votre enseignement.

Le concept de négritude inventé par vous en 1934 de concert avec Aimé Césaire a fait le tour du monde. Redécouverte, après des siècles d'humiliation, de la fierté dêtre noir ! Redescente aux enfers de l'âme noire, comme le dit Jean-Paul Sartre, en vivant jusqu'au bout le particularisme noir, que le Noir trouve l'aurore de l'universel. « Je suis nègre », proclame déjà Rimbaud dans « Une saison en enfer » ! Breton, Cendrars, Picasso découvriront, à leur manière, eux aussi l'art nègre.

Mais paradoxe de l'ascèse senghorienne — et c'est le deuxième volet du triptyque — c'est dans la langue du colonisateur que l'évangile de la négritude sera annoncé. C'est dans les mots de l'oppresseur — ils sont communs à la diaspora noire — que l'âme noire sera exaltée. C'est en français — langue neutre par excellence selon Mallarmé — que Léopold Senghor dira son message fulgurant.

Arbre greffé

A la colère contre le colonisateur — « je déchirerai le rire Banania sur tous les murs de France » —, succéderont l'apaisement puis l'amour de la France.

Négritude, francophonie et, troisième terme du triptyque, civilisation de l'universel.

L'universel senghorien n'est évidemment pas l'universel fabriqué par l'atlantisme culturel. Il est au contraire libre association de cultures autonomes. Cette autre civilisation ne saurait être que métisse, dit Senghor, comme le furent les plus grandes civilisations de l'Histoire, celles de Sumer, de l'Egypte, de l'Inde, voire celles de la Chine et de la Grèce.

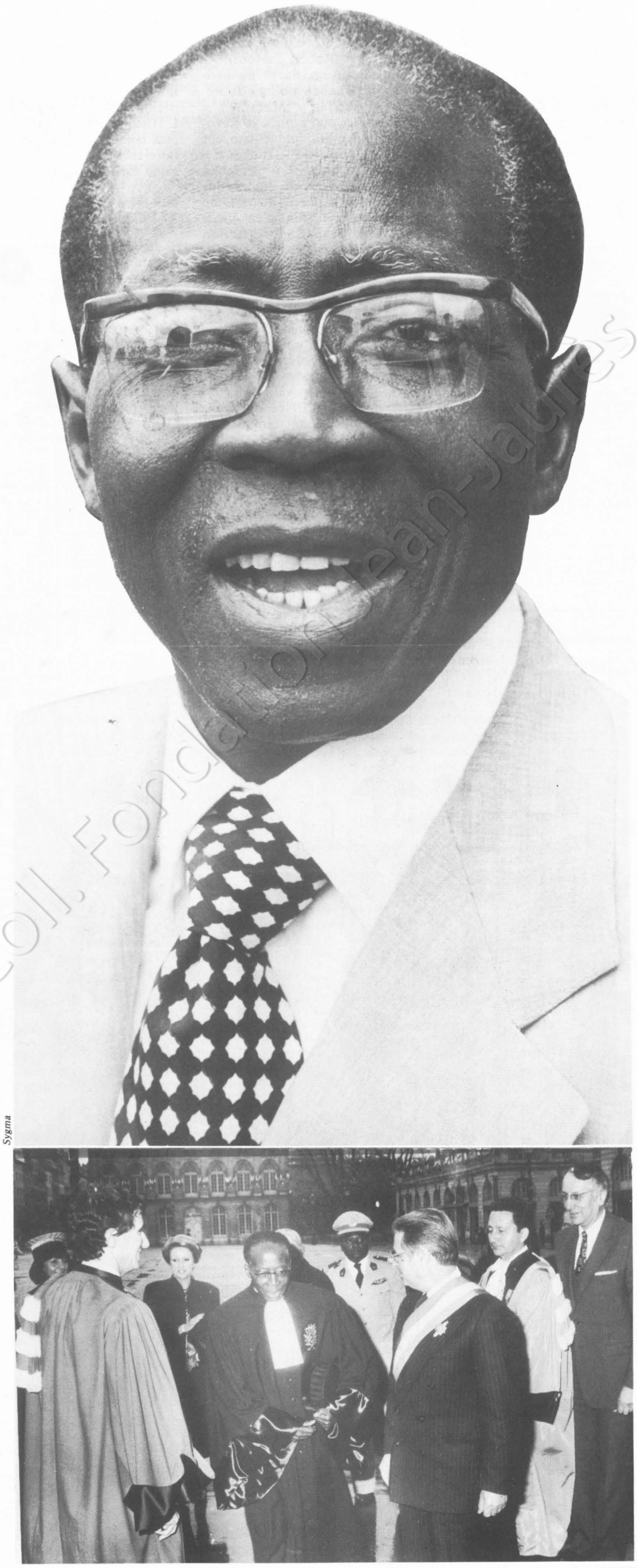
Ce fut, dites-vous, la chance de la France. Et citant Valéry : « La nation française fait songer à un arbre greffé plusieurs fois, de qui la qualité et la saveur de ses fruits résultent d'une heureuse alliance de sucs et de sèves très divers concourant à une même et indivisible existence. » Saint-John-Perse, créole guadeloupéen, et Gaston Berger, métis franco-sénégalais, en sont deux emblèmes éclatants.

Actualité brûlante de votre appel, disions-nous un peu plus haut : la francophonie par exemple — cette « noo-sphère autour de la terre » selon votre expression. S'agit-il d'un thème à discours académique pour barbons essouflés ou d'un levain pour demain ?

De la santé de la francité dépend notre survie comme nations et comme civilisations.

A-t-on conscience de son déclin ? Plus que notre balance commerciale, notre balance culturelle (si l'on me permet l'expression) déterminera notre indépendance. Sait-on que si la première est encore excédentaire, la seconde est déjà déficitaire. Chute spectaculaire depuis cinq ans de l'exportation du livre français, du disque français, des brevets français ! Réduction en quatre ans de 40 % du budget culturel de la coopération !

La voix de la France — les émissions radiophoniques de la France à destination des autres pays —, elle est inaudible ou inexistante. Monsieur Couve de Murville ne rappelait-il pas que le budget consacré à ces émissions représente le vingtième de l'effort radiophonique allemand ou britannique à destination de l'étranger ? Voilà l'exploit de ceux qui, au nom des sondages, nous promettaient une radio rentable. La place Stanislas était-elle rentable lorsqu'on l'a construite ?



Sygma

Le dernier militant de la culture française

A l'inverse, le marché culturel français est devenu une passoire. Aucun quota à l'invasion des séries américaines et du disco.

Au-delà, c'est le déclin de notre langue, 80 % des travaux de nos chercheurs publiés le sont en anglais. Il faut s'adapter, disent les défaitistes qui prennent leur parti du déclin du français ! Non, il faut résister à l'air vicié du temps.

Bon chic, bon genre, on croit être à la mode en cédant à l'américanomanie. Monsieur Xavier Deniau l'observait : quand nous recevons à Paris nos hôtes étrangers, on ne leur parle ni dans notre langue ni dans la leur, on baragouine un anglo-américain de bazar. Pourquoi cet abandon ? Pourquoi ce renoncement niais alors qu'en l'an 2000, un milliard d'hommes pratiqueront une langue latine ?

C'est la question, je m'en souviens, cher président, que vous posiez avec passion un soir à madame Saunier-Seité, lors d'un dîner chaleureux et animé à la Bibliothèque nationale.

Pourquoi la mise en sommeil du Haut Comité de la langue française, créé par de Gaulle ?

Pourquoi la non-application de la loi national des publications scientifiques ?

Pourquoi la non application de la loi Bas-Lauriol protégeant notre langue ?

Pourquoi l'appauvrissement de notre langue par les médias ?

Pourquoi la réduction de l'enseignement de l'Histoire, partant l'éradication de notre mémoire collective ?

Pourquoi le rétrécissement de l'enseignement de la philosophie, partant l'étalage de notre conscience critique ? Pourquoi ? Pourquoi ?

Bref, pourquoi douter de nous-mêmes et s'abandonner au mirage rentabiliste et aux sirènes du vichysme culturel ? Pourquoi céder à ce que Nietzsche appelait « le fatalisme des veules » ? Sommes-nous devenus des hommes de peu de foi, résignés, abattus, écrasés sous la balourdise de la pensée régnante ?

Un espoir cependant : le projet de réforme de la politique culturelle de la France à l'étranger, imaginé par Jacques Rigaud. Sera-t-il écouté ? On en doute lorsqu'on constate la nouvelle baisse des crédits culturels de ministère des Affaires étrangères.

Signe de sursaut : toutes tendances confondues, les députés de la commission des Affaires étrangères les ont repoussés. Seront-ils entendus ? Ou leur faudra-t-il construire des barricades ?

Seriez-vous alors, monsieur le Président, le dernier militant de la culture française contre le vœu même des Français ? Conduiriez-vous une inlassable croisade perdue d'avance ?

Dans la nuit de l'obscurantisme, l'histoire désigne ceux qui doivent maintenir vive la flamme de l'espoir jusqu'au jour du réveil des consciences. L'Histoire vous a désigné. ●

Coll. Fondation Jean-Jaurès